





UNIVERSITE ANTANANARIVO

ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES AGRONOMIQUES

Mémoire de Fin d'étude en vue de l'obtention d'un Diplôme d'ingénieur agronome-au grade de Master 2

Mention Agriculture Tropicale et Développement Durable Spécialisation : Agriculture Tropicale



Présenté par Naivo Faniry Harivelo EMILSON

Promotion: KINGATSA

Soutenu le 31 Août 2015 devant le jury composé de :

Président: ANDRIAMANIRAKA Harilala

Examinateur: RAKOTO Benjamin

Maître de stage : BELIERES Jean-François

Co – maître de stage ; RAZAFIMAHATRATRA Mamy Hanitra Encadreur pédagogique : RAKOTONDRAVELO Jean Chrysostome







REMERCIEMENTS

J'adresse mes sincères remerciements à tous les membres du jury :

- Monsieur Harilala ANDRIAMANIRAKA, Docteur en Sciences Agronomiques, Chef du département Agriculture, enseignant-chercheur à l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, qui a fait l'honneur de présider le jury.
- Monsieur Benjamin RAKOTO, enseignant-chercheur à l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, qui a fait l'honneur d'examiner ce mémoire.
- Monsieur Jean-François BELIERES, Docteur en Agroéconomie, Chercheur au FOFIFA et CIRAD, mon maître de stage, qui malgré ses lourdes responsabilités, a accepté de consacrer son précieux temps pour la réalisation de ce travail et a fait part de ses précieux conseils et, qui a également accepté de siéger parmi les membres du jury.
- Monsieur Jean-Chrysostome RAKOTONDRAVELO, Docteur en Agroéconomie, Maître de conférences, enseignant-chercheur à l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, mon tuteur, qui a bien voulu m'encadrer et m'apporter son soutien au cours de ce mémoire. Votre assistance a été d'une très grande importance.
- Madame Hanitra Mamy RAZAFIMATRATRA, Ingénieur Agronome, Chercheur au FOFIFA, pour son amabilité de bien vouloir m'accorder du temps pour co-encadrer ce mémoire.

J'adresse également mes profondes reconnaissances à toutes les personnes enquêtées et les ménages qui m'ont accueilli chez eux durant mon stage. Merci de m'avoir accordé du temps et d'avoir voulu répondre à toutes les questions.

Et puis, ce travail n'a pas pu être réalisé sans le soutien et la collaboration de plusieurs personnes, envers qui j'aimerai témoigner ma gratitude et mes reconnaissances.

Un grand merci à toute ma famille et mes amis

Merci à tous ceux, qui de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

Que ceux que je n'ai pas pu citer puissent trouver dans ce rapport, l'image de leur contribution et ma sincère gratitude.

Veuillez bien accepter ma sincère reconnaissance!

RESUME

L'agriculture de type familial est la principale activité des ménages dans la zone du Lac Alaotra. C'est la première source d'emploi en milieu rural. Les travaux de production agricole, et en particulier la riziculture, peuvent nécessiter le recours à de main d'œuvre extérieure sous forme de salariat agricole ou d'entraide. Dans le but de mieux connaître et d'analyser la place du salariat agricole dans le fonctionnement des exploitations agricoles et des ménages de cette zone, des enquêtes ont été menées auprès de 140 ménages dans les districts d'Ambatondrazaka et d'Amparafaravola. 4 types de ménages ont été identifiés : des exploitations agricoles qui achètent exclusivement de la main d'œuvre extérieure, des ménages qui vendent leur force de travail, ceux qui à la fois achètent et vendent de la force du travail et ceux qui n'utilisent que la main d'œuvre familiale. Ces différents ménages ont des pratiques différentes vis-à-vis du salariat agricole, qui dépendent beaucoup des facteurs de production (terre) disponibles. Ainsi, pour certaines exploitations, le recours aux salariés est une option obligatoire pour finir à temps les travaux agricoles, pour d'autres qui ont peu ou pas de terre cultivée, le salariat agricole constitue soit la principale source de revenu pour la famille, soit un moyen de générer un revenu complémentaire. Le salariat agricole tient une place importante dans les moyens d'existence des ménages ruraux à Madagascar.

Mots – clés : emploi, facteur de production, main d'œuvre extérieure, revenu, sécurité alimentaire,

ABSTRACT

Family rice growing is the main activity of household in Lac Alaotra. It is the first and the main source of employment in this area. Works linked to Agriculture may need a call of external labor, like paid farm labor or a helping system. In order to know and to analyze the place of the farm labor in the way of farms 'functioning, surveys were lead nearby 140 rural households, in the district of Ambatondrazaka and Amparafaravola. Four kinds of households were identified: those who purchase external farm labor, those who sold their working force, those who do both (buying and selling working force) and those who only use their family working force. Those households had their own conception towards farm labor, though it depends on the factors of productions' availability. Then, for some farms, it is an undeniable option to finish the works on the farms, for the others it is the main income source to assure their living and food security or a way to bring some complementary income. The farm labor holds an important place in the living of rural Malagasy landscape.

Key words: external labor, factors of production, food security, income, work

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	I
RESUME	II
ABSTRACT	
TABLE DES MATIERES	III
LISTES DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS	V
LISTE DES FIGURES	VI
LISTE DES TABLEAUX	VI
INTRODUCTION	1
1 CONTEXTE DE L'ETUDE	3
1.1 Les exploitations agricoles	3
1.2 L'entraide agricole	3
1.3 Le salariat agricole	4
1.4 Les prestations agricoles	5
2 MATERIELS ET METHODES	6
2.1 Le lac Alaotra	6
2.1.1 Localisation de la zone d'étude	
2.1.2 Typologie des exploitations	
2.2 Utilisation des données du ROR	
2.3 Enquêtes complémentaires auprès des exploitations agricoles et d	•
2.3.1 Choix des zones	
2.3.2 Elaboration du questionnaire et définition de quelques termes utilise	
2.3.3 Constitution de l'échantillon et réalisation de l'enquête2.3.4 Saisie et traitement des données	
2.4 Limites et contraintes de la méthodologie	
3 RESULTATS	
3.1 Types de main d'œuvre et importance dans les zones d'études 3.1.1 Les différents types de recours au marché du travail	
3.1.2 L'entraide agricole, une activité de plus en plus rare	
3.1.3 Le recours à la main d'œuvre salariée : une pratique très répandue	
	-
3.1.4 La vente de main d'œuvre	
3.2 Caractéristique des EA et typologie structurelle	
3.2.1 Capital humain	26

Importance du salariat agricole dans la zone du Lac Alaotra

	3.2.2	Capital naturel	26
	3.2.3	Capital social	27
	3.2.4	Capital physique	28
	3.2.5	Capital financier	28
	3.2.6	Typologie des EA	29
	3.3	Mise en relation entre les caractéristiques structurelles des EA et le recours au	ı marché
	du trav	ail	29
	3.3.1	Le recours à de la main d'œuvre extérieure est lié à la superficie exploitée	30
	3.3.2	Le salariat agricole : une option pour les moins dotés en moyen de production	30
	3.4	La performance économique des EA et la sécurité alimentaire	31
	3.4.1	La structuration des revenus et performances économiques	32
	3.4.2	La place du revenu issu du salariat agricole dans le revenu total des EA	33
	3.4.3	Le pouvoir d'achat du salaire agricole	34
4	DIS	CUSSIONS	34
	4.1	Une caractéristique des EA proches du ROR	35
	4.2	L'entraide agricole supplantée par le salariat agricole	
	4.2.1		
	4.2.2		
	4.3	Le recours au salariat agricole dépend de la surface cultivée par les EA	
	4.4	Le recours à la main d'œuvre extérieure à l'exploitation, une option indispensa	
			-
	4.5	Le salariat agricole, première source de revenu pour les pauvres	
_			
		JSION	
		GRAPHIE	1
A	NNEXI	7	3

LISTES DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS

BVLac Bassin Versant dans le Lac Alaotra

CECAM Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole de Madagascar

CM Chef de ménage EA Exploitation agricole

FAO Food and Agriculture Organization

HJ Homme jour MO Main d'œuvre

MOP Main d'œuvre permanente MOS Main d'œuvre saisonnière

OTIV Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola (organisme de micro-crédit)

PADR Plan d'Action pour le Développement Rural

ROR Réseau d'Observatoire Rural

SOMALAC Société Malgache d'Aménagement du Lac Alaotra

SRL Substainable Rural Livehoods
INSTAT Institut National de la Statistique

UTA Unité de travail agricole

OIT Organisation Internationale de Travail

INSEE Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

MOF Main d'œuvre familiale MOT Main d'œuvre temporaire

BOA Bank of Africa

SRI Système de Riziculture Irrigué
SRA Système de Riziculture Amélioré
RBME Rizière à bonne maitrise d'eau
RMME Rizière à mauvaise maitrise d'eau

Q Quantité

4D Dynamique démographique et développement durable

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Localisation des zones d'étude	6
Figure 2 : Les motivations pour la pratique de l'entraide	15
Figure 3 : Répartition du mode de payement en fonction du nombre et du montant	
Figure 4 : Répartition des opérations culturales selon le mode de paiement	18
Figure 5 : L'importance du salariat agricole dans les activités des EA/ménages	23
Figure 6: Les activités menées par les salariés de l'échantillon	23
Figure 7: Répartition du revenu moyen des ménages du ROR	32
Figure 8: Les moyennes de revenu par personne par rapport au seuil national de la pauvreté	
Figure 9 : Evolution de la part de salariat agricole dans le revenu des ménages	34
Figure 10 : Les zones d'enquêtes du ROR dans le LAc Alaotra	5
LISTE DES TABLEAUX	
Tableau 1 : L'échantillon des ménages enquêtés	10
Tableau 2 : Répartition des EA selon leur comportement vis-à-vis du marché du travail	12
Tableau 3 : Taux de pratique de l'entraide selon les zones (en % d'EA)	13
Tableau 4 : Pratique de l'entraide selon le mode de recours à la main d'œuvre extérieure	
(en % des EA)	
Tableau 5: Les raisons de non pratique de l'entraide (en % des EA)	14
Tableau 6: Temps de travail d'entraide par grand type d'opération culturale pour l'ensemble des EA (en homme jour)	16
Tableau 7: Les salaires moyens journaliers par zone	19
Tableau 8 : Les différentes modalités de recrutement de salariés agricole	20
Tableau 9 : Importance des dépenses et du temps de travail pour les EA qui achètent du travail extérieur	21
Tableau 10 : Origine des fonds pour payer les salariés par EA	22
Tableau 11: Les opérations culturales les plus pratiquées par les salariées	
Tableau 12 : Le nombre d'activités salariales effectuées par les individus et par sexe	25
Tableau 13 : La durée des activités des MOS par sexe et pour l'ensemble	
Tableau 14 : Les raisons de pratique du salariat et le nombre de jours et gain rapportés	25
Tableau 15: Répartition des exploitations (%) selon des classes de superficie cultivée en ha selon les zones	27
Tableau 16 : Répartition des EA/ménages (en%) selon le type de mécanisation et selon la	41
zonezone	28
Tableau 17 : Matrice de corrélation entre les variables des caractéristiques structurelles de	
l'exploitation et le cout total dépensé pour l'achat de MO extérieure	30
Tableau 18: Répartition des ménages selon la superficie rizicole possédée et le nombre de	
salariés agricole	30

Importance du salariat agricole dans la zone du Lac Alaotra

Tableau 19: Moyenne de temps passé dans le salariat agricole par les actifs selon la classe	
de superficie cultivée	31
Tableau 20: La répartition des travaux payés à la journée et à la tâche	17
Tableau 21: Les types de travaux des MOP et le salaire annuel moyen	18
Tableau 22: Les types de travaux des MOS et le salaire	18

INTRODUCTION

La population agricole mondiale compte aujourd'hui 2,6 milliards de personnes soit près de 41% de la population de la planète (Ferraton, 2009). Elle comprend 1,3 milliard d'actifs ce qui fait de l'agriculture le premier secteur d'activité au monde, loin devant toutes les autres activités des secteurs de l'industrie et des services qui sont beaucoup plus segmentés et spécifiques (Losch et al., 2013). L'agriculture constitue donc un des moyens d'existence de la majeure partie de l'humanité. La grande masse des actifs agricoles mondiaux, est située à 93% en Asie et en Afrique et travaille dans de très petites exploitations (Lowder et al., 2014).

Madagascar fait partie de ces pays où la part de la population agricole dans la population totale reste très importante. Selon l'Enquête Périodique auprès des Ménages de 2010, (INSAT, 2011) « l'agriculture reste toujours archi-dominante dans la structure des emplois. Elle compte plus de huit actifs occupés sur dix ». Les exploitations agricoles sont presque exclusivement familiales avec de petites structures (Sourisseau et al, 2014). Il existe cependant une grande diversité entre les exploitations compte tenu de l'histoire agraire et des conditions pédoclimatiques et socio-économiques du pays. La disparité entre exploitations agricoles existe aussi au sein des différentes régions de l'île, notamment en fonction des facteurs de production dont elles disposent. Dans un pays où l'agriculture est faiblement mécanisée, le travail agricole, familial ou salarié, occupe une place importante dans le fonctionnement des exploitations agricoles. Selon Minten et al (2003) l'importance du salariat agricole est fonction de la spécialisation régionale : il est développé dans les régions où sont pratiquées les cultures de la vanille, du coton, de la canne à sucre et du tabac ; et dans les greniers à riz de Madagascar, plus particulièrement à Marovoay et au Lac Alaotra.

D'après Andrianirina (2013), la zone du Lac Alaotra donne l'image d'une agriculture modernisée et d'un milieu rural plutôt prospère comparativement à d'autres régions. La plaine du lac Alaotra est l'une des plus grandes zones rizicoles de Madagascar, avec plus de 100 000 ha de rizières, dont 32 000 irrigués aménagés en son temps par la Somalac, 28 000 ha irrigués aménagés par les producteurs eux-mêmes et 48 000 ha inondés mais avec une faible maitrise de l'eau (Penot et al.,2012). La production de riz est l'activité dominante ; elle mobilise une grande partie des ressources disponibles des exploitations (terre, capital et main d'œuvre familiale). Parmi ces ressources, en raison d'un faible niveau de mécanisation motorisée, le travail agricole occupe une place importante et la région est réputée pour l'emploi de main d'œuvre agricole pendant les périodes de culture. Dans cette zone, le travail agricole salarié est à la fois une source de revenu pour une partie de la population et un facteur de production indispensable pour des exploitations dont la main d'œuvre familiale et les équipements sont insuffisants pour faire face aux besoins en travail en période de pointe. Ainsi, le marché du travail est un élément important pour : (i) assurer une bonne productivité de la main d'œuvre mais aussi des terres des exploitations agricoles dans cette région ; et (ii) contribuer à la réduction de la pauvreté en

fournissant des emplois aux salariés agricoles. Cependant, toujours selon Minten et al, (2013) « le salariat agricole montre des liens étroits avec la pauvreté ».

Par ailleurs, traditionnellement à Madagascar, les échanges de travail sont répandus entre exploitations agricoles, et dans le passé l'entraide constituait la base de l'organisation du travail des communautés rurales. L'entraide, même si elle ne donne pas lieu à rémunération, est un moyen pour les exploitations agricoles de faire face aux pointes de travail en recevant l'aide d'une main d'œuvre extérieure.

Au Lac Alaotra, où la production rizicole est cruciale pour la sécurité alimentaire du pays, quelle est l'importance du travail salarié et de l'entraide à la fois pour le bon fonctionnement des exploitations qui ont besoin de travail agricole extérieur et pour les exploitations qui au contraire dépendent des revenus du travail salarié agricole pour assurer leur existence ? Quels sont les facteurs qui caractérisent l'accès ou la vente de travail et l'entraide, et quelles sont les stratégies des différents ménages et exploitations agricoles vis- à-vis de l'offre et de la demande en travail agricole ? C'est pour apporter des éléments de réponses à ces questions que cette étude a été engagée, sur la base des hypothèses suivantes:

- Hypothèse 1: dans une exploitation agricole, l'achat et la vente de force de travail sont fonction des caractéristiques structurelles et plus particulièrement des facteurs de production disponibles.
- Hypothèse 2 : le salariat agricole se développe au détriment de l'entraide.
- Hypothèse 3 : le recours à des salariés agricoles est le moyen le plus souple et le plus rentable pour faire face aux besoins en travail.
- Hypothèse 4 : le salariat agricole permet aux exploitations agricoles familiales, moins dotées en moyen de production, de compléter des revenus agricoles trop faibles pour faire face à leurs besoins.

L'objectif de l'étude est une meilleure connaissance des modes de fonctionnement des exploitations agricoles vis—à—vis du marché du travail agricole et de l'entraide.

Et plus spécifiquement il s'agit de :

- Caractériser les exploitations ou ménages, selon leurs stratégies vis—à—vis du marché du travail agricole et du recours à l'entraide (acheteur, vendeur, mixte).
- Analyser l'importance de l'entraide, son évolution récente et la relation avec le travail salarié.
- Identifier les différentes options que les exploitations agricoles ont pour faire face à leur besoin en travail agricole dans la zone du lac Alaotra.
- Analyser l'importance du revenu issu du salariat agricole pour les exploitations qui vendent leurs forces de travail.

1 CONTEXTE DE L'ETUDE

Pour mieux aborder le sujet, quelques notions sur les principaux éléments d'analyse sont nécessaires ainsi que sur les idées reçues et études déjà effectuées sur le sujet.

1.1 Les exploitations agricoles

Les exploitations agricoles sont les unités de base de la production Agricole (cultures, élevage, pêche, cueillette,...). Selon la définition de la FAO: « une exploitation agricole est une unité économique de production agricole soumise à une direction unique et comprenant tous les animaux qui s'y trouvent et toute la terre utilisée entièrement ou en partie pour la production agricole, indépendamment du titre de possession, du mode juridique ou de la taille [...]. Dans la majorité des pays, la production agricole relève essentiellement du secteur des ménages. Le concept d' « exploitation agricole » est donc étroitement lié au concept de « ménage » (FAO, 2007) et dans ce cas on les qualifie d'exploitations agricoles familiales.

Dans le contexte agricole malgache, les exploitations agricoles sont le plus souvent familiales avec un recours massif au travail familial. Elles diversifient en général leurs activités aussi bien agricoles que non agricoles. Les actifs de la famille s'engagent dans des activités non agricoles pour diversifier les sources de revenus et ainsi réduire les risques agricoles. Cette stratégie de diversification des activités et ressources financières est, dans la majorité des cas, adoptée afin de faire face à la pauvreté, de trouver des revenus complémentaires pour subvenir aux besoins, de réduire l'exposition aux différents risques et chocs, et pour pallier à l'absence et/ou la défaillance des marchés des facteurs de production et du crédit (Losch, 2013).

Les exploitations sont faiblement mécanisées et l'essentiel des travaux agricoles est réalisé manuellement. Pour faire face aux besoins en travail, la main d'œuvre familiale est souvent insuffisante, notamment aux périodes de pointe comme par exemple pour la culture du riz : le repiquage, le désherbage manuel ou la récolte. Dans ce cas, les exploitations agricoles ont recours à de la main d'œuvre extérieure à l'unité de production.

A Madagascar, il existe deux modes d'échange de travail : l'un est monétarisé c'est le travail salarié temporaire ou permanent avec un travailleur qui reçoit une rémunération en nature et/ou en espèce pour le travail effectué, l'autre est non monétarisé basé sur la réciprocité, le travail effectué est remboursé par l'exploitation qui l'a reçu à celle qui le lui a donné, c'est l'entraide.

1.2 L'entraide agricole

Dans la culture malgache, le « *fihavanana* » constitue la valeur fondatrice de la société. C'est un principe d'organisation sociale à l'origine des solidarités entre les individus ou des groupes d'individus. Préserver le « *fihavanana* » est essentiel pour les malgaches. Pour maintenir ou

marquer ce lien, les individus s'associent à différentes formes de solidarité comme la participation aux événements heureux ou malheureux, aux différentes obligations sociales et économiques « adidy » (Andrianatoandro, 2013, p.288). « Le *fihavanana* à Madagascar est un système de règles, normes et coutumes qui régissent la dynamique de la société locale, édictent les comportements interpersonnels, les modes de sociabilité et les stratégies anti-risques » (Sandron, 2008, p.507)

Basé sur ce lien de *fihavanana*, le mode de production agricole sur les Hautes-Terres malgaches repose traditionnellement sur une entraide villageoise : le « *valintanana* » ou « *mains qui se répondent* ». Ce système consiste à rendre « de manière absolument exacte en nombre égal de personnes et de journées de travail » (Condominas, 1961, p.151) les travaux effectués par les autres sur ses propres parcelles.

L'entraide demeure donc une activité pour les exploitations qui ne peuvent pas se permettre d'engager de la main d'œuvre extérieure faute de moyens financiers.

1.3 Le salariat agricole

Le salariat agricole est ici un contrat, généralement verbal, selon lequel un propriétaire ou un exploitant rémunère un individu qui travaille ses terres (Andrianatoandro, 2013) ou qui réalise contre rémunération une autre activité agricole au sens large c'est-à-dire y compris élevage, pêche, aquaculture, etc. Dans nos travaux, nous avons distingué salariat agricole et prestation agricole. Un salarié agricole travaille manuellement ou avec les outils et équipements de celui qui l'emploie. Un prestataire agricole réalise un travail pour un tiers en ayant recours à son équipement : la prestation comprend donc du temps de travail plus un équipement que cela soit une paire de bœufs avec une charrue ou une herse ou un motoculteur avec une remorque ou une charrue, une batteuse mécanique. En général, les prestations sont réalisées par des membres d'une exploitation qui est équipée et la rémunération est nettement plus élevée par rapport à une simple journée de travail

Dans le contexte malgache, rares sont les ménages exclusivement salariés agricoles. Ce sont le plus souvent des exploitations agricoles. Ainsi, dans une zone rurale comme le Lac Alaotra, il y a d'une part des ménages ruraux, qui sont aussi pour la plupart des exploitations agricoles, dont le revenu et la sécurité alimentaire dépendent du travail salarié auprès d'autres exploitations agricoles, et d'autre part des exploitations, à priori de taille plus importante, qui ont recours à de la main d'œuvre extérieure salariée pour mener à bien leurs activités productives (production végétale, mais aussi d'élevage, de transformation de produit, etc.).

Pour les zones à forte production agricole comme les greniers à riz de Madagascar, la demande en travail est très élevée pendant les périodes de pointe de repiquage du riz et de récolte (Randrianarison, 2003).

Selon Andrianatoandro, (2013), le salariat agricole est plus facile d'accès, c'est un service de proximité, rémunéré tout de suite une fois le travail fini. Les emplois agricoles sont pour la plupart temporaires et, surtout, ils offrent des revenus très limités dans l'année, puisque très souvent ils sont saisonniers. Ils représentent un complément de revenu assez modeste pour de nombreux ménages ruraux, même s'ils s'avèrent indispensables pour les plus pauvres, qui souvent n'ont pas d'autre alternative (B. Losch et al. 2013).

Comme le mentionne Minten et al (2003) le fonctionnement du marché du travail agricole à Madagascar est mal connu. Or c'est une composante importante des économies rurales, notamment dans les zones de productions commerciales. La présente étude vise à contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement des ménages ruraux vis-à-vis du marché du travail et de l'entraide. Les actions de développement rural doivent prendre en compte ce marché du travail avec ses limites et contraintes dans son fonctionnement pour l'amélioration de la productivité agricole et pour la réduction de la pauvreté par la création d'emplois.

1.4 Les prestations agricoles

Une prestation agricole est réalisée par une exploitation qui vend à une autre, un service réalisé avec du matériel ou un équipement agricole. Le cas le plus fréquent est la vente d'une prestation de travail du sol (labour ou/et hersage) réalisée avec un attelage en traction animale ou avec un motoculteur.

Les motoculteurs, connus communément sous le terme de « kubota », sont très répandus dans la zone. En raison des vols fréquents de bœufs ainsi que de la réduction des aires de pâturages, les agriculteurs ont cherché une alternative à la traction animale. Aidés par la détaxation accordée par le gouvernement sur les importations de matériels agricoles en 2002, ils ont investi dans l'acquisition de motoculteurs souvent d'origine chinoise. Ainsi depuis 2002, sur les 919 exploitations suivies par le projet BVLac, 71 disposaient d'un ou plusieurs motoculteurs (soit 8% des exploitations) avec un maximum de 5 machines pour une seule exploitation (Rakotoarimanana et al., 2009).

Par ailleurs, les propriétaires de ces matériels motorisés complètent souvent leurs revenus et facilitent la rentabilisation des équipements en effectuant des prestations de préparation du sol, mais aussi de transport ou de battage.

Ainsi, les exploitations qui sont peu ou pas équipées, ou insuffisamment équipées, peuvent acheter des prestations avec des motoculteurs ou des matériels à traction animale pour les travaux de labour, de hersage, de transport de la récolte et parfois de battage.

2 MATERIELS ET METHODES

Les différents moyens de collecte des données et des résultats seront développés dans cette partie. Il s'agit tout particulièrement de la méthodologie d'enquêtes auprès des ménages et leurs modes de sélection, ainsi que les moyens de traitement des données récoltées

2.1 Le lac Alaotra

2.1.1 Localisation de la zone d'étude

L'étude a été menée dans la zone du Lac Alaotra, qui est un des greniers à riz de Madagascar avec une vocation à produire pour le marché (Droy, 1998) et où le marché du travail est développé. Les matériaux utilisés sont les données de l'Observatoire du Réseau des Observatoire Ruraux (ROR) pour 2013 et des données collectées dans trois zones localisées dans le district d'Ambatondrazaka (Ampitatsimo, Amparihitsokatra, Jiapasika) et dans une zone du district d'Amparafaravola (Ampaitany).



Source BVLac, 2007

Figure 1: Localisation des zones d'étude

2.1.2 **Typologie des exploitations**

De par la diversité de milieux biophysiques et de par la complexité des processus historiques, le système agraire dans la zone du lac Alaotra est composé d'une grande diversité d'exploitation.

Une typologie de ces exploitations a été réalisée en 2007, dans le cadre du projet BVLac par Duran et Nave. Elle se base sur 3 grands critères : l'autosuffisance en riz (liée au type de riziculture que pratique l'agriculteur), la diversification des sources de revenus qui dépendra du type de terres et aux surfaces auxquelles l'agriculteur a accès, et l'emploi et/ou l'offre de la main d'œuvre.

De cette typologie en découle 7 exploitations types de la zone de Lac Alaotra (Cf. Annexe 1) Cette typologie nous servira de base pour situer les ménages enquêtés.

Le cadre méthodologique SRL (Sustainable Rural Livehoods) permet de représenter et analyser la diversité des capitaux/ressources (Sourisseau, 2013) que peut mobiliser un individu ou un groupe familial. Il est utilisé ici pour caractériser les exploitations/ménages enquêtés.

Les types de capital/ressources qui permettent de caractériser une exploitation agricole sont : i) le capital naturel : ii) le capital physique, iii) le capital humain, iv) le capital social, v) le capital financier (Cf. Annexe 2 pour la description des indicateurs).

2.2 Utilisation des données du ROR

Le Réseau des Observatoires Ruraux (ROR/PADR) nous a aimablement transmis les données de l'Observatoire du Lac Alaotra pour l'année 2013. Le ROR est un réseau d'observatoires qui « vise à suivre et à évaluer l'impact /les effets des mesures et politiques et/ou des chocs externes sur les ménages ruraux. Il cherche à illustrer, au mieux et en temps quasi-réel, les problématiques clefs et l'évolution de la situation socio-économique du milieu rural » L'analyse de ces données a pour objectif de :

- Identifier les ménages selon leur fonctionnement vis-à-vis du marché du travail avec ceux qui ont recours à des travailleurs extérieurs (travail salarié permanent, journalier, tâcheron, mais aussi entraide) et ceux qui vendent du travail à l'extérieur;
- Caractériser les ménages selon l'importance de la vente ou de l'achat de travail agricole,
- Mettre en relation les niveaux de revenu des ménages, les caractéristiques structurelles et leur mode de fonctionnement vis-à-vis du marché du travail agricole.

2.3 Enquêtes complémentaires auprès des exploitations agricoles et des ménages

Les enquêtes du ROR ne fournissent qu'un nombre limité d'informations sur le travail salarié et l'entraide et surtout ne donnent pas d'information sur les stratégies des ménages vis-à-vis du marché du travail agricole. Pour pallier à ce déficit, une enquête spécifique a été menée auprès

¹ Site internet du PADR/ROR http://www.padr.gov.mg/le-reseau-des-observatoires-ruraux-ror-2/ consulté le 20/05/2015

d'un échantillon de 140 ménages dans 4 zones du Lac Alaotra, choisies pour représenter différentes situations vis-à-vis du marché du travail agricole.

2.3.1 Choix des zones

Les zones retenues pour mener les enquêtes l'ont été sur la base d'un choix raisonné de manière à disposer d'un échantillon d'exploitations agricoles dans des situations contrastées (très différentes entre elles) vis-à-vis du marché du travail agricole et des pratiques d'entraide. Le choix a été fait en consultant des personnes ressources² qui, de par leurs responsabilités, connaissent bien la situation agricole et le marché du travail agricole. Quatre sites correspondant à des fokontany ont été retenus :

- Amparihitsokatra, sur la rive Est du lac, proche d'Imerimandraso, est une zone où les EA ont l'essentiel de leur terre cultivée sur Tanety. Dans cette zone, la demande en main d'œuvre devrait être moindre que dans les zones rizicoles de la plaine. Par ailleurs, les nombreux projets de développement agricoles dans la région ont été plutôt ciblés sur la production dans les plaines bordant le lac. D'où l'hypothèse que dans cette zone, le marché du travail, s'est peu développé et que les pratiques de l'entraide se sont maintenues de manière plus forte que dans la plaine. Pour simplifier, dans la présentation des résultats cette zone sera dénommé **1Tanety**
- Jiapasika, proche d'Ambatondrazaka, est un Fokontany où les exploitations se sont équipées en traction animale, et un peu aussi en traction motorisée, pour améliorer la productivité du travail, avec un début de substitution du travail (travaux manuels) par le capital (matériels en traction animale et équipements motorisés). Dans la présentation des résultats, cette zone sera dénommée **2T_Animale**
- Ampitatsimo très proche de la zone urbaine d'Ambatondrazaka qui est un pôle d'emplois avec des activités industrielles et de service. Ainsi, il est supposé qu'il existe une forte concurrence dans ce Fokontany entre le travail salarié agricole, et le travail salarié non agricole dans la zone urbaine. Cette concurrence pourrait se traduire par des coûts plus élevés pour la main d'œuvre agricole. Cette zone sera nommée **3Concurrence**
- Anororo, dans le district d'Amparafaravola, est une zone presque exclusivement rizicole avec des exploitations agricoles de grande taille et donc une forte demande en main d'œuvre. Cependant c'est une zone où les exploitants ont aussi investi dans du matériel motorisé pour faire face aux besoins de main-d'œuvre mais aussi en raison des vols répétés de bœufs de labour. Pour la présentation des résultats, cette zone sera nommée 4Rizière

8

² Et notamment des agents de la Direction Régionale du Développement Rural de Alaotra-Mangoro, du projet BVPI, des chercheurs du FOFIFA, des agents de SDMAD et autres opérateurs de terrain dans la zone.

2.3.2 <u>Elaboration du questionnaire et définition de quelques termes utilisés</u>

Un questionnaire a été élaboré pour répondre aux objectifs de l'étude de manière à compléter les données du ROR et disposer d'informations sur :

- Les facteurs de production disponibles et autres indicateurs de structure pour caractériser les EA et ménages selon les cinq capitaux du cadre SRL;
- Les comportements vis-à-vis du marché du travail et notamment les quantités de travail achetées ou vendues ;
- Les pratiques actuelles vis-à-vis de l'entraide et les évolutions passées ;
- Les stratégies développées dans la gestion du travail au sein de l'exploitation agricole.

Il a été construit en s'inspirant de questionnaires existants (Andriamanohy, 2014; ROR, 2013) et il comporte les rubriques suivantes:

- Composition du ménage et de la main d'œuvre familiale disponible avec identification de chacun des membres et de leurs activités respectives ;
- Inventaire des autres facteurs de production : matériels/équipements, foncier et cheptel ;
- Recours au travail extérieur (salariés permanents, temporaires, entraide) avec évaluation des quantités et des coûts ;
- Vente de force de travail ou de prestations en matériel agricole ;
- Mode de gestion du travail et de l'entraide, et stratégies développées par les ménages.

Le questionnaire a été testé sur deux exploitations, puis modifié pour obtenir la version finale (Cf. Annexe 4). Nous avons constaté que les réponses sont plus précises quand les deux conjoints sont présents pour l'enquête.

Pour une meilleure compréhension des résultats, la définition de certains termes utilisés pour mener les enquêtes et réaliser les traitements mérite d'être précisée.

✓ *Les actifs théoriques*

Ils correspondent au nombre total des membres du ménage âgés entre 15 et 64 ans c'est-à-dire l'âge de travailler selon l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

✓ L'unité de travail agricole (UTA)

L'UTA correspond à un actif à temps plein toute l'année sur l'exploitation agricole. Dans le questionnaire, c'est la personne interrogée qui a déterminé le niveau de participation aux travaux agricoles de chacun des actifs familiaux en fraction de 25% : 0 ne participe pas, 0,25 contribue à 25% de son temps ; puis par fraction de 25% jusqu'à 1 pour un plein temps (Référence de l'INSEE : http://www.insee.fr/fr/methodes/).

✓ Unité Homme Jour et conversion des activités payées à la tâche

L'unité HJ a été utilisée pour quantifier le travail salarié. C'est une journée continue de travail de 7 heures (de 07 heures du matin jusqu'à 14 heures). Le repas est pris après 14 heures. La durée de la journée peut varier selon les exploitations.

Tous les types de travail sont convertis en homme-jour (journée de travail). Pour les travaux payés à la tâche (cas très fréquent), il n'est pas possible d'obtenir auprès de la personne enquêtée le temps réel de travail en HJ. Pour disposer d'une évaluation des quantités de travail, nous avons divisé le montant total payé par le prix moyen de la journée de travail obtenu dans notre échantillon pour chacune des zones. Ceci nous permet de convertir le montant total d'un travail payé à la tâche en quantité de travail en HJ.

✓ Valorisation des rémunérations ou avantage en nature

Les avantages en nature ont été valorisés, dans toutes les zones, de la manière suivante :

- 1 vata de riz est estimé à 7 000 Ar
- Un repas (nourriture + boisson) est estimé à 1 000 Ar
- Le repas pris dans le cadre de l'entraide est valorisé à 700 Ar et la boisson à 100 Ar³

2.3.3 Constitution de l'échantillon et réalisation de l'enquête

L'échantillon a été constitué en tirant au sort 45 ménages (35 ménages pour la liste principale + 10 ménages pour la liste complémentaire) dans une liste des chefs de ménage du Fokontany⁴. Dans le cas où un Chef de Ménage (CM) de la liste principale n'était pas disponible ou refusait l'entretien, il a été remplacé par un ménage de la liste complémentaire. Au total 140 ménages ont été enquêtés comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

District Nombre de ménages Commune Fokotany Ambatondrazaka Ampitatsimo Ambohiboatavo 35 Ambatondrazaka Amparihitsokatra Amparihitsokatra 35 Ambatondrazaka Ambohitsilaozana Jiapsaika 35 Amparafaravola Anororo Ampaitany 35

Tableau 1 : L'échantillon des ménages enquêtés

Les entretiens, et dans une moindre mesure les observations, sont les principales méthodes utilisées pour collecter les données. Les chefs de ménage ont été interrogés de manière à remplir le questionnaire qui comportait des questions fermées avec des réponses quantitatives précises et des questions ouvertes sur les modalités et fonctionnement du marché du travail agricole et de l'entraide. Les travaux de collecte ont duré de décembre 2014 à mi-février 2015.

³ Dans la bibliographie, il est souvent évoqué un repas de fête pour l'entraide, mais aujourd'hui selon les discussions menées avec les paysans au moment des enquêtes, le repas de l'entraide est un repas très ordinaire (riz plus quelques mets)

⁴ Soit la liste électorale soit une liste établie par le président du Fokontany pour l'occasion. Dans le Fokontany d'Amparihitsokatra, très peuplé avec de nombreux hameaux, le président ne disposait pas de cette liste, nous avons donc tiré au sort 7 hameaux dans la liste des 18 hameaux que compte le fokontany, puis en arrivant dans chacun des hameaux retenus nous avons établi la liste des chefs de ménage puis réalisé un tirage au sort. Dans les Fokontany de Ampaitany et Jiapsaika, les listes ont été établies de mémoire par le Président et sont certainement incomplètes.

2.3.4 Saisie et traitement des données

Une base de données relationnelle a été construite avec le logiciel Microsoft Access pour la saisie, le contrôle et les premiers traitements. Elle comportait des tables où étaient stockées les réponses des personnes enquêtées et des formulaires qui reproduisent le questionnaire et qui permettent de saisir les données et remplir les tables. Après la saisie, les données ont été contrôlées pour corriger les informations manquantes et les erreurs de saisies et vérifier la cohérence entre les variables. Des requêtes ont par la suite été élaborées pour réaliser les premiers traitements et produire les fichiers finaux de données à analyser avec des logiciels statistiques (SPSS et XLStat).

2.4 Limites et contraintes de la méthodologie

Les enquêtes ont été réalisées en début de campagne agricole, à un moment de travail intense dans les rizières ou les terrains de cultures, ce qui a rendu difficile l'obtention des rendez-vous avec les chefs de ménages ou membres du ménage tirés au sort pour l'enquête. Ceci nous a obligé à faire des enquêtes en début de soirée pour certaines exploitations et les jours « fady » et dimanche pour d'autres.

La liste des chefs de ménage fournie par le président du Fokontany et utilisée pour effectuer le tirage au sort, n'était certainement pas exhaustive, soit parce que la liste était ancienne et non actualisée, soit parce que la liste a été élaborée par le président du Fokontany juste pour cette enquête avec des risques importants d'oublis. Ainsi, nous ne pouvons donc pas être sûrs de la bonne représentativité des ménages dans chacune des zones.

Enfin, les enquêtes sont basées sur des interviews et font appel à la mémoire des personnes interrogées. Les données quantitatives sont les déclarations des personnes interviewées et elles n'ont pas fait l'objet de mesure physique, il y a donc des risques que ces déclarations soient imprécises, voire incomplètes.

3 RESULTATS

Après avoir décrit chaque type de travail auquel les exploitations ont recours et les modalités de fonctionnement, nous réaliserons une description structurelle des exploitations de notre échantillon en utilisant le cadre SRL ainsi qu'une typologie que nous croiserons en final avec les différentes classes d'exploitations agricoles selon leur recours à la main d'œuvre extérieure.

3.1 Types de main d'œuvre et importance dans les zones d'études

Cette partie traite de tous les types de MO recensés dans les zones d'enquêtes, leurs modalités et les différentes manifestations liées à ces MO.

3.1.1 Les différents types de recours au marché du travail

En fonction du comportement des exploitations agricoles par rapport au marché du travail agricole, on peut distinguer quatre grandes catégories dans notre échantillon.

Zone Type d'EA selon leur Ensemble recours au marché du travail 1Tanety 2T_Animale 3Concurrence 4Rizière 01MOF 9% 6% 0% 0% 4% 02Achat 51% 71% 40% 91% 64% 03Vente 9% 0% 49% 6% 16% 04Achat_et_Vente 31% 23% 11% 3% 17% Total général 100% 100% 100% 100% 100%

Tableau 2 : Répartition des EA selon leur comportement vis-à-vis du marché du travail

- Des exploitations dont la main d'œuvre est exclusivement familiale (01MOF). Ces exploitations n'ont pas recours au marché du travail (achat ou vente) mais peuvent éventuellement pratiquer l'entraide. Elles sont peu nombreuses puisqu'elles représentent seulement 4% de notre échantillon et ne sont présentes que dans les zones de Tanety et de traction animale.
- Des exploitations qui ont recours à la main d'œuvre extérieure (main d'œuvre salariée et éventuellement entraide) pour compléter leur main d'œuvre familiale mais ne vendent pas de travail à l'extérieur (02Achat). Ces exploitations sont les plus nombreuses (64% de l'échantillon) et majoritaires dans toutes les zones sauf dans la zone 3 dite de concurrence pour le marché du travail. Elles dominent très largement dans la zone de rizière (91% de notre échantillon⁵).
- Des exploitations ou ménages qui vendent du travail à d'autres exploitations agricoles (03Vente); cette activité est une source de revenus pour ces unités. Elles sont peu nombreuses sauf dans la zone 3 où s'exerce une concurrence sur le marché entre travail agricole et travail dans les autres secteurs et dans cette zone, ce sont essentiellement des

12

⁵ Ce taux est très élevé et sans doute spécifique du fokontany retenu pour les enquêtes qui est essentiellement composé de rizières.

- ménages qui n'ont pas d'activité agricole pour eux-mêmes (et donc ne sont pas des exploitations agricoles).
- Des exploitations qui à certaines périodes peuvent vendre du travail et à d'autres en acheter (04Achat_et_Vente). Ces exploitations sont relativement nombreuses et présentent dans toutes les zones, sauf dans la zone de rizière.

3.1.2 L'entraide agricole, une activité de plus en plus rare

3.1.2.1 La pratique de l'entraide dans la zone

Tous les chefs de ménage ont été interrogés pour savoir s'ils pratiquaient l'entraide en 2013/14. Les résultats sont présentés dans le tableau 4.

Ensemble 1Tanety 2T Animale 3Concurrence 4Riziere Effectif 112 80% 71% 60% 89% 100% Pas d'entraide 28 20% 29% 40% 11% 0% Entraide 140 100% 100% 100% 100% 100% Total

Tableau 3 : Taux de pratique de l'entraide selon les zones (en % d'EA)

20% seulement des exploitations déclarent pratiquer cet échange de travail. Cette situation perdure depuis longtemps, puisque seules 7 EA sur les 112 (soit seulement 6%, sans compter les 28 pratiquants) ont déclaré avoir pratiqué l'entraide dans le passé et l'avoir abandonné (4 dans les années 2000 et 3 dans les années 90) en raison d'un montant de la contrepartie trop élevée ou de la recherche d'une plus grande indépendance.

La pratique de l'entraide n'est pas liée à un type spécifique de recours à la main d'œuvre extérieure. Cependant, comme l'indique le tableau 5 ci-dessous, ce sont les exploitations qui à la fois payent de la MO salariée et vendent leur force de travail à l'extérieur qui ont le plus souvent recours à l'entraide (57% des EA).

Tableau 4 : Pratique de l'entraide selon le mode de recours à la main d'œuvre extérieure (en % des EA)

Mode de recours	Sans achat de MO extérieur	Achat de MOS uniquement	Vente de MOS uniquement	Achat et vente de MOS	Ensemble
N effectif	5	89	22	24	140
Sans Entraide	80%	85%	100%	42%	80%
Avec Entraide	20%	15%	0%	58%	20%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

De manière assez logique, les exploitations qui vendent leur force de travail ne pratiquent pas l'entraide. Les exploitations qui n'ont recours qu'à la main d'œuvre familiale ne sont pas celles qui ont le plus de recours à l'entraide (20%), mais il faut noter que l'échantillon est très petit dans ce cas (seulement 5 exploitations).

3.1.2.2 Raisons évoquées par les EA qui ne pratiquent pas l'entraide

Les raisons évoquées par les chefs de ménage (80%) qui ne pratiquent pas l'entraide sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 5: Les raisons de non pratique de l'entraide (en % des EA)

Raison de non recours à l'entraide	Nomb	Nombre d'exploitation			
Pratique ancienne	65	58%			
Importance du salariat agricole	36	32%			
Manque de temps	3	3%			
Superficie cultivée	3	3%			
Pratique familiale	2	2%			
Incapacité des membres du ménage	1	1%			
Indépendance des membres du ménage	2	2%			
Total	112	100%			

La raison la plus souvent évoquée (58% des EA) est que cette pratique est ancienne et ne se justifiait plus aujourd'hui. La génération actuelle des chefs d'exploitation considère que les innovations et les nouvelles techniques ont rendu l'entraide obsolète.

La deuxième raison est liée à un recours plus important au salariat agricole. Du fait de l'évolution des conditions économiques, et en particulier du développement du marché du travail agricole, les exploitants préfèrent employer des salariés pour réaliser au moment opportun leurs travaux agricoles. La disponibilité en main d'œuvre leur permet de répondre à leurs besoins, sans s'engager dans des relations d'échange qu'ils ne peuvent pas honorer, car ils sont déficitaires en main d'œuvre sur leur propre exploitation.

3.1.2.3 Pratiques de l'entraide

Les 20% des EA de notre échantillon qui ont recours à l'entraide nous renseignent sur cette pratique. En moyenne, une EA pratique l'entraide agricole avec 3 autres exploitations essentiellement localisées dans le même Fokontany (79%). Toutefois on peut observer, une certaine disparité avec 25% des EA qui n'ont de relations d'entraide qu'avec une seule EA alors que 36% ont des relations d'entraide avec 4 EA ou plus (maximum de 6 EA).

L'entraide de manière générale (82% des EA concernées) se pratique entre membres d'une même famille : entre frères et sœurs (43%) ou entre parents et enfants (39%). Le reste se fait par une relation de voisinage (14%) et seulement une exploitation mentionne une relation d'amitié.

La figure suivante montre les raisons qui motivent ces ménages à pratiquer l'entraide.

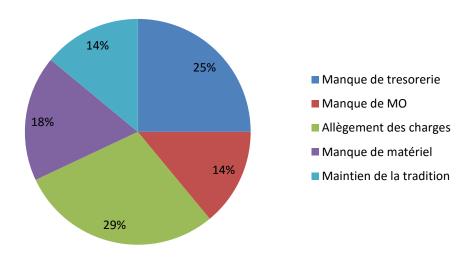


Figure 2 : Les motivations pour la pratique de l'entraide

Pour une part non négligeable (29%), la raison principale est un allègement des dépenses en MO avec l'entraide qui ne nécessite pas beaucoup de dépenses. Les autres raisons évoquées sont : (i) le manque de matériel pour le travail du sol (18%) et (ii) le maintien de la tradition (14%), avec le *fihavanana* qui reste encore important pour quelques exploitations qui veulent maintenir ce lien d'échange entre les membres de la famille.

En final, les raisons qui motivent le plus la pratique de l'entraide sont liée à une insuffisance de main d'œuvre familiale et à la recherche d'une minimisation des coûts en MO.

L'entraide et le recours à de la main d'œuvre salariée sont complémentaires, puisque ces deux types de main d'œuvre peuvent se retrouver ensemble pour effectuer le même travail pour près de la moitié des EA. L'autre moitié des EA, préfère séparer les travaux, il y a ceux pour lesquels ils utilisent uniquement de la MO salariée et ceux qui le font prioritairement avec l'entraide agricole (essentiellement les travaux de récolte du riz notamment la moisson, le transport et le battage).

3.1.2.4 Modalités de l'entraide

En général, une exploitation reçoit de l'entraide agricole pour plusieurs types de travaux mais ce sont les travaux de récolte du riz (de la coupe jusqu'au transport des produits) qui sont les plus fréquemment effectués et qui concentrent la plus grande partie des temps de travaux de l'entraide (voir Tableau 7) aussi bien reçu (63%) que donné (71%).

Tableau 6: Temps de travail d'entraide par grand type d'opération culturale pour l'ensemble des EA (en homme jour)

Opérations culturales	Re	çu	Donné		
Operations culturales	NB HJ	%	NB HJ	%	
Préparation du Terrain	15	10%	14	11%	
Repiquage	8	5%	10	8%	
Semis	4	3%	0	0%	
Entretien de la culture	29	19%	14	11%	
Récolte	94	63%	92	71%	
Total général	150	100%	130	100%	

Dans la plupart des cas, une entraide oblige l'exploitation qui l'a reçue à effectuer un travail équivalent en quantité dans l'exploitation qui lui a donné. Toutefois, actuellement l'équivalence n'est pas souvent respectée et près de la moitié des exploitations estiment que la réciprocité n'existe plus. Si le mode de compensation n'a pas changé pour les repas (repas contre repas) c'est au niveau de la nature du service et de la quantité du travail que l'on observe des changements. Ainsi, une exploitation peut effectuer de l'entraide avec du matériel et recevoir en retour seulement du travail manuel. Dans le cas des entraides familiales (largement majoritaires) souvent les enfants réalisent plus de temps de travail chez leurs parents qu'ils n'en reçoivent. On a observé un cas où un exploitant fournit de la main d'œuvre à ses parents sans attendre une quelconque forme de retour. Dans ce cas, il s'agit plus d'une forme d'assistance ou de solidarité que d'entraide.

Selon nos observations, les exploitations qui pratiquent l'entraide auraient reçu 150 journées de travail (soit 5,4 journées en moyenne) et auraient fourni 130 journées (soit 4,6 journées en moyenne). Les différences sont plus importantes pour l'entretien de la culture et plus particulièrement le sarclage.

L'entraide n'est pas systématiquement accompagnée d'une compensation puisque pour 44% des journées dans notre échantillon il n'y a eu ni repas ni aucune autre forme de rémunération. Pour les 56% des cas d'entraide qui ont donné lieu à une dépense de compensation, celle-ci concerne un repas avec ou sans café, tabac ou alcool complémentaire. Ainsi, la journée d'entraide revient en moyenne à 700 Ar/pers/jour dans le cas ou seulement le repas est fourni et à 900 Ar/personne/jour, avec les boissons ou le tabac complémentaire. Un seul cas d'entraide a donné lieu à des dépenses de boisson sans repas en fin de journée.

3.1.3 <u>Le recours à la main d'œuvre salariée : une pratique très répandue parmi les EA de la zone</u>

La grande majorité des exploitations agricoles enquêtées fait appel à de la main d'œuvre salariée extérieure pour répondre aux besoins pendant les périodes de pic de travail : le travail du sol, le repiquage, le sarclage et la récolte du riz.

3.1.3.1 Mode de rémunération

Le mode de paiement dépend à la fois de l'opération culturale réalisée et de la zone. Le travail peut être payé à la tâche ou à la journée. Les tâches peuvent être effectuées sous forme de prestation (travaux de labour, de hersage, de transport,...), les rémunérations peuvent être en espèces ou en nature (généralement du riz), ou les deux à la fois. Dans notre échantillon, 113 EA ont recours à de la main d'œuvre pour les cultures sur 228 parcelles (effectif de 215 car quelques parcelles ont été regroupées au moment de l'enquête). Nous avons détaillé les modalités du travail salarié pour 832 opérations culturales.

L'achat de prestations agricoles

Les EA les moins bien dotées en matériels agricoles ont recours aux services de prestations agricoles essentiellement pour la préparation des terres (labour/hersage) et les travaux de postrécolte. 73.5% des EA enquêtées et qui ont recours à ce service n'ont pas le matériel correspondant à l'opération culturale (hersage, labour) ; 17% font appel à ce service à cause de la rapidité du travail comparé à la traction animale ou au travail manuel. Dans tous les cas, le recours aux prestations agricoles est facile car les offres sont nombreuses et réalisées au bon moment pour l'exploitation, même si il faut attendre que les exploitations propriétaires finissent d'abord les opérations sur leurs propres parcelles.

Le tableau en annexe 5, présente pour chaque type d'opération culturale la répartition entre main d'œuvre payée à la tâche et main d'œuvre payée à la journée.49% des opérations enregistrées sont payées à la journée pour un nombre total de 5 385 journées 51 % d'opérations sont payées à la tâche. Mais si l'on prend en considération les montants payés (en espèces et en nature) les opérations payées à la tâche sont nettement plus importantes (72% du montant total des rémunérations). Ainsi, les activités payées à la journée sont le plus souvent de moindre importance en termes de coût et de temps de travail.

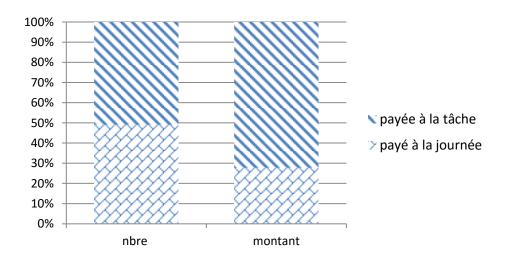


Figure 3 : Répartition du mode de payement en fonction du nombre et du montant

Les opérations culturales qui sont le plus souvent réalisées avec l'appui de MO extérieure salariée sont : la coupe, le sarclage, le repiquage du riz et le labour/hersage des terrains à cultiver. Toutefois ces opérations culturales diffèrent par leur mode de paiement. Le labour et hersage, par exemple, sont des opérations culturales exclusivement payées à la tâche tandis que l'entretien de la culture est une opération payée à la journée. La coupe peut être payée, à la fois, à la tâche ou à la journée avec une domination du paiement à la tâche. L'entretien de la culture est une activité pour laquelle, les exploitants font très peu appel à de la MOT.

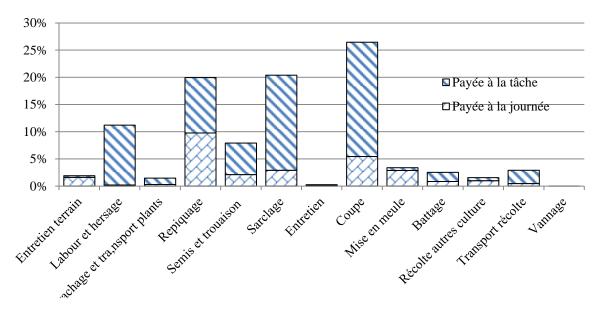


Figure 4 : Répartition des opérations culturales selon le mode de paiement

3.1.3.2 Le montant de la rémunération

La rémunération de la main d'œuvre temporaire payée à la journée et en espèces varie de 2 000 à 4 000 Ar avec une moyenne de 2 695 Ar. Une fois ajoutée la valorisation des avantages en nature (repas, boisson et vata de riz) la rémunération moyenne est de 3 100 Ar (variant de 2 250 à 4688 Ar). Le salaire journalier dépend en partie du type de travail réalisé : ainsi dans notre échantillon les opérations culturales les moins bien payées sont le vannage et le semis des cultures autres que le riz (en moyenne montant inférieur ou égal à 2 800 Ar/jr). Le sarclage du riz, la récolte des autres cultures et l'entretien sont moyennement rémunérés entre 2 800 et 2 900 Ar/j. Ces travaux sont le plus souvent réalisés par des femmes ; les travaux les mieux rémunérés sont le battage et la mise en meule car avec la rémunération en nature (vata de riz) les montants sont en moyenne supérieurs à 3 800Ar/jr. Pour les autres travaux les rémunérations sont proches de la moyenne générale.

Les rémunérations peuvent également varier en fonction de la disponibilité de la main d'œuvre au moment voulu. Il n'est pas rare de constater des prix différents pour le même type de travail à deux périodes différentes. Ainsi lors des pics de travail (surtout repiquage et sarclage), la main d'œuvre disponible est moins nombreuse, et pour attirer des travailleurs certaines exploitations déclarent haussent un peu leur prix par rapport à la moyenne.

Enfin, on constate de légères différences entre les zones d'étude, en moyenne le prix à la journée dans les zones de tanety et de baiboho est plus faible.

C'est dans la zone proche d'Ambatondrazaka où il existe une plus forte concurrence entre travail agricole et travail non agricole en ville que le montant moyen est le plus élevé (3 953 Ar/jr). Ce qui peut apparaître comme logique avec la concurrence qui tirerait à la hausse le coût du travail salarié agricole.

 Zone
 PU moyen HJ

 1Tanety
 2 765

 2T_Animale
 2 884

 3Concurrence
 3 953

 4Riziere
 3 278

 Moyenne
 3 097

Tableau 7: Les salaires moyens journaliers par zone

3.1.3.3 Main d'œuvre permanente et saisonnière

L'utilisation de ces types de main d'œuvre est très faible d'après nos enquêtes. En effet, 12% seulement des EA enquêtées ont eu recours à de la main d'œuvre permanente (MOP) durant la campagne 2013/14 et 7% ont eu recours à de la main d'œuvre saisonnière (MOS). La MOP correspond à des ouvriers agricoles employés toute l'année et le plus souvent payés au mois.

Dans les EA enquêtées qui ont de la MOP, chaque exploitation a un ouvrier agricole en permanence. Ils sont employés dans les champs, dans l'élevage ou dans la transformation

agricole. Sur les 16 exploitations concernées, 38% ont des gardiens de bétails (nourri et/ou logé) avec un salaire moyen de 615 000 Ar par an, 31% sont des chauffeurs ou conducteurs de motoculteurs (1 002 000 Ar par an en moyenne), 25% sont employés dans les champs et effectuent toute activité du cycle cultural; le reste de l'année hors campagne, ils aident les EA sur des activités annexes (1 200 000 Ar/an). Enfin, 6% des ouvriers agricoles sont dans le domaine de la transformation agricole. Ils sont aussi payés en nature sous forme de sac de riz à la récolte ou payé mensuellement en espèces. (Cf. Tableau 21 en Annexe 6)

Concernant les salariés saisonniers, ils sont employés seulement pour la durée du cycle cultural ou sur une partie du cycle cultural. En moyenne la durée de travail de ces ouvriers est de 4 mois. Pour les EA concernées, 50% des ouvriers engagés œuvrent dans toutes les opérations culturales et l'autre moitié officie en tant que conducteur de motoculteur seulement. Ils sont payés mensuellement en espèces et dans certains cas en nature. Les avantages en nature concernent l'hébergement et la nourriture, le paiement en kilo de riz lors de la récolte, ou un don en terrain sur lequel ils peuvent cultiver en plus de leur travail salarié En moyenne une exploitation paye les MOS 424 000 Ar pour la saison.

Selon les EA, ce type de main d'œuvre n'est pas difficile à trouver, c'est même préféré par les ouvriers du fait des bonnes conditions de travail offertes. (Cf. Tableau 22 en Annexe 7)

3.1.3.4 Stratégie de recrutement et appréciation des travaux salariés par les EA employeurs.

La majeure partie des salariés embauchée par les EA est d'origine locale, ce n'est que lors des opérations de récolte que des « étrangers » sont engagés. Il existe plusieurs stratégies développées par les EA pour le recrutement des salariés temporaires (Cf. Tableau 8). Le cas le plus fréquent est une recherche de ces salariés en contactant les voisins ou des familles dans les villages voisins. Ce cas représente 49% des EA employeurs. Ensuite, 38% des EA expliquent que les salariés qu'ils recrutent sont généralement de la main d'œuvre qui est habituée à travailler chez elles. On est donc dans ce cas dans une stratégie basée sur le rapport de fidélité et de confiance établi entre les deux acteurs lors des campagnes précédentes.

Mode de recrutementNombre EA%Recherche5549%Habitués4238%Marché de main d'œuvre76%

4

112

Sous réservation

Total

Demande par les salariés

Tableau 8 : Les différentes modalités de recrutement de salariés agricole

Les exploitants déclarent que dans l'ensemble, il est assez facile de trouver des salariés au moment voulu. Avec cependant, quelques difficultés au début des travaux agricoles et pour le repiquage. Les principales raisons évoquées se rapportent aux aléas climatiques et aux caprices

4%

4%

100%

de la nature. Ainsi, toutes les EA veulent finir au plus vite les travaux et engagent massivement, et les salariés disponibles deviennent rares. C'est surtout à ce moment-là qu'on observe les augmentations de salaires journaliers.

3.1.3.5 Quantité de travail salarié en temps et en valeur

En moyenne les EA ayant embauché de la main d'œuvre salariée temporaire, utilisent 165 Hj de travail salarié.

Tableau 9 : Importance des dépenses et du temps de travail pour les EA qui achètent du travail extérieur

	EA Sans achat de								
	MO extéri	ieure			EA Avec Achat de MO				
			Coût moyen Nbre équivalent Salaire mo						
Zones	Effectif	%	Effectif	%	annuel (AR)	emploi temps plein	mensuel (Ar)		
1Tanety	6	17%	29	83%	429 141	0,67	53 404		
2T_Animale	2	6%	33	94%	509 194	0,74	57 338		
3Concurrence	17	49%	18	51%	683 444	0,66	86 340		
4Rizière	2	6%	33	94%	1 174 385	1,52	64 494		
Total	27	19%	113	81%	710 665	0,94	63 258		

Dans le tableau ci-dessus les dépenses en main d'œuvre extérieure salariée (MO permanente, saisonnière et temporaire) et en prestations engagées par les EA durant l'année 2014 ont été totalisées. On constate que 81% des EA ont eu des dépenses en travail salarié, pour un montant moyen de 710 665Ar par EA. Ces dépenses moyennes (710 665Ar) correspondent approximativement à 0,94 emploi équivalent temps plein⁶. Le recours au travail salarié est donc un appoint ou un complément de main d'œuvre à la main d'œuvre familiale, puisque les exploitations qui ont recours à la MO salariée extérieure disposent en moyenne de 2,5 actifs familiaux agricoles. Les salariés extérieurs représentent presque l'équivalent de 1 UTA agricole. Ainsi, par EA, il y a en moyenne 3,44 UTA. Le travail salarié extérieur représenterait donc environ 27% du temps total de travail agricole. Cette proportion est loin d'être négligeable (plus du quart du travail annuel) et le recours aux travailleurs extérieurs peut être qualifié de structurel, c'est-à-dire qu'il fait partie intégrante du mode de fonctionnement de ces EA.

Cependant, les situations sont très différentes selon les zones ; c'est dans la zone de rizières où les EA sont très motorisées que l'emploi salarié est très important avec 1,52 Equivalent temps plein, alors que dans la zone où la traction animale est très répandue, le temps de travail est moyennement important avec seulement 0,7 Emploi équivalent temps plein. Les deux autres zones sont relativement proches 0,66 Emploi pour la zone proche d'Ambatondrazaka où il y a concurrence entre travail agricole et autres activités (mais on notera que dans cette zone la part des EA qui font appel au travail salarié est plus faible avec seulement 51% des EA) et 0,67 dans la zone de Tanety.

_

⁶ Calculé à partir d'un coût moyen de la journée de travail de 2 520 Ar et d'un nombre de 300 journées de travail par an

3.1.3.6 Origine des fonds utilisés pour payer les salariés

Le recours au travail salarié implique, pour l'exploitation agricole qui emploie, de disposer de la trésorerie pour payer à chaque fin de journée, ou au cours de la réalisation de la tâche fixée. Les exploitants ont été interrogés sur l'origine des fonds qu'ils utilisent pour payer la main d'œuvre, c'est-à-dire comment ils gèrent leur trésorerie de manière à pouvoir financer le recours au travail extérieur. L'origine des fonds pour payer les salariés sont diverses.

Tableau 10 : Origine des fonds pour payer les salariés par EA

Source d'argent	Nombre d'exploitation	%
Vente de Produits	34	33%
Organisme de crédit	21	20%
Deux sources	20	19%
Réserve et Epargne	19	18%
Emprunt	6	6%
Activité extra agricole	4	4%
Total	104	100%

En premier lieu, la source mobilisée par 34% des EA enquêtées est la vente de produits Agricoles de la campagne précédente (agricole, élevage,...). Vient ensuite l'emprunt auprès des organismes de crédit (CECAM, BOA, OTIV) avec 20% des EA qui sont concernées. 19% des EA enquêtées déclarent combiner les deux sources d'argent précédentes pour faire face aux dépenses et aux salaires de la main d'œuvre agricole. Enfin, plusieurs formes d'épargne sont mobilisées par les EA (18%) pour rémunérer les salariés : mobilisation des stocks de produits, vente de bétails,...Par ailleurs d'autres EA utilisent l'argent issus des activités extra-agricoles (commerce, artisanat,...) pour payer les salariés (4%) et d'autres empruntent chez leurs voisins (6%). Ainsi, si on additionne « vente de produits agricoles » et « réserve et épargne », on constate que plus de 50% des EA finance les dépenses en travail à partir d'une bonne gestion de la trésorerie issue pour l'essentiel des produits agricoles (l'épargne est souvent faite sous la forme d'animaux).

3.1.4 La vente de main d'œuvre

Sur les 140 exploitations enquêtées, 46 (32,8%) ont des activités de salariat agricole. Pour la moitié d'entre-elles, ces activités sont considérées comme une activité secondaire en plus des activités agricoles dans leur propre exploitation agricole. L'autre moitié considère le salariat agricole comme leur activité principale. Ce sont ces ménages qui ont le plus grand nombre de jours d'activités de salariat et les montants perçus les plus élevés (respectivement 61% et 65% de la totalité).

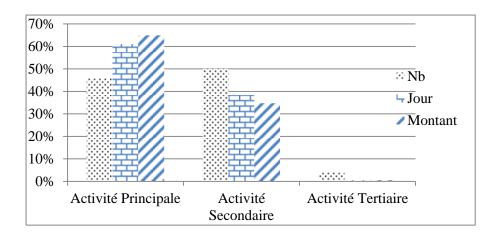


Figure 5 : L'importance du salariat agricole dans les activités des EA/ménages

3.1.4.1 Caractéristique du salariat agricole

Domaine d'activité

C'est la riziculture qui mobilise le plus la main d'œuvre. En effet, près de 95% des activités effectuées par les salariés pour la campagne 2013/14 sont réalisées dans la riziculture toutes zones confondues. Il en est de même pour le nombre de Hj consacrés et pour les montants perçus. Par ailleurs, dans les zones de Tanety, on observe des activités salariales en tant que bucherons. Du salariat permanent a également été observé lors des enquêtes. Il s'agit soit d'emplois qualifiés dans la transformation agricoles (2 personnes) soit des salariés qui effectuent tous types de travaux agricoles (2 personnes). Ils sont payés mensuellement.

- Type d'activité

Le tableau suivant représente les différents types d'opérations culturales effectuées par les salariés agricoles

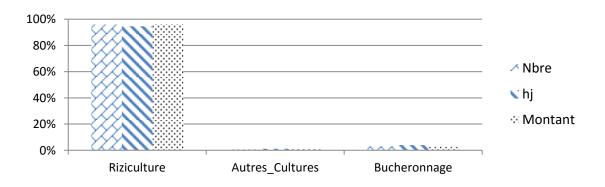


Figure 6: Les activités menées par les salariés de l'échantillon

Tableau 11: Les opérations culturales les plus pratiquées par les salariées

	Total		Homme		Femr	ne
Opération culturale	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Entretien terrain	32	14%	31	97%	1	3%
Labour et Hersage	9	4%	9	100%	0	0%
Arrachage et Transport des plants	24	10%	15	63%	9	38%
Repiquage	42	18%	6	14%	36	86%
Semis autres cultures	6	3%	0	0%	6	100%
Entretien Culture	2	1%	1	50%	1	50%
Sarclage	38	17%	17	45%	21	55%
Récolte Riz	54	23%	54	100%	0	0%
Récolte Autres Cultures	7	3%	1	14%	6	86%
Autres	7	3%	7	100%	0	0%
Bucheron/Transfo	9	4%	8	89%	1	11%
Total	230	100%	149	65%	81	35%

L'activité de repiquage (arrachage des plants, transport des plants et le repiquage proprement dit) est la plus effectuée par les salariés enquêtés (37%). Le repiquage est une activité qui nécessite beaucoup de main d'œuvre et les demandes sont souvent très fortes pour ce type de travail. Comme la majorité des exploitations n'applique pas de technique spécifique pour la riziculture (SRI, SRA; repiquage en ligne), une qualification de la part des salariés n'est pas requise. Il en est de même pour les travaux de préparation du terrain (réservé aux hommes) où seule la force de la main d'œuvre compte.

Le salariat agricole est pratiqué par les hommes et par les femmes. En effet, sur les 230 opérations culturales effectuées par les salariés agricoles durant la campagne de culture 2013 – 2014, 65% étaient effectués par des hommes et 35% des femmes. C'est au niveau du type d'activités qu'il existe une distinction de sexe pour le travail, comme déjà énoncé précédemment. Les travaux de labour et de hersage, la récolte (de la coupe au transport des produits) ainsi que l'entretien de terrains sont exclusivement réalisés par des hommes. Les travaux de semis et repiquage sont des travaux majoritairement pratiqués par des femmes.

Par ailleurs, tous les membres actifs de la famille peuvent effectuer des activités de salariat agricole : le chef de ménage, la conjointe et les enfants en âge de travailler. Sur les 46 ménages/exploitations enquêtées, il y a en moyenne 2 personnes (écart type = 1,08 personnes) pour chaque ménage qui effectue des activités de salariat agricole. Ce sont généralement le chef de ménage et son conjoint.

Les individus enquêtés pratiquent plusieurs activités salariales. 62% des femmes enquêtées ne pratiquent pas plus de deux activités salariales, tandis que la majorité des hommes ont au moins 3 activités salariales pendant la campagne 2013-2014.

Tableau 12 : Le nombre d'activités salariales effectuées par les individus et par sexe

	E	nsemble	mble Homme		Femme		
	N	%	N	N %		%	
<= 2 activités	69	72%	26	38%	43	62%	
3 - 5 activités	21	22%	18	86%	3	14%	
6+ activités	6	6%	6	100%	0	0%	
Total 96 100%		50	52%	46	48%		

Dans la majorité des cas (97% des travaux effectués), le travail ne nécessite aucun déplacement de la part des salariés. Seulement deux personnes enquêtées travaillent comme salariés permanents dans une exploitation située dans une commune voisine.

- Durée des activités de salariat agricole

La durée des activités agricoles en fonction des ménages et/ou exploitations agricoles, ainsi que le sexe des salariés agricoles est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 13 : La durée des activités des MOS par sexe et pour l'ensemble

	Ensemble			Homme		emme
	N	%	N	N %		%
<=2 semaines	13	14%	9	69%	4	31%
]2 - 4] semaines	30	31%	11	37%	19	63%
]4 - 12] semaines	44	46%	21	48%	23	52%
+ 12 semaines	9	9%	9	100%	0	0%
Total	96	100%	50	52%	46	48%

Plus de 80% des individus salariés agricoles pratiquent cette activité pendant plus de 2 semaines dans l'année. Et près de la moitié y consacre plus d'un mois dans l'année. Il s'agit ici des périodes de pics de travail où certains travaux (repiquage et sarclage) dans certaines zones peuvent prendre plus d'un mois.

3.1.4.2 Motivation pour la vente de force de travail

Les raisons évoquées par les EA enquêtées sur la vente de leur force de travail sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 14 : Les raisons de pratique du salariat et le nombre de jours et gain rapportés

Raison EA	Nombre EA		Nombre de Jours		Gain en Ar	
Extra revenu	16	35%	1 491	32%	4 959 500	33%
Pas de terre	16	35%	1 878	40%	6 840 000	46%
Besoin de fond	11	24%	980	21%	1 504 500	10%
Peu de terre	2	4%	235	5%	785 000	5%
Indépendance	1	2%	125	3%	934 000	6%
Total	46	100%	4 709	100%	15 023 000	100%

- Le salariat agricole est un des moyens d'avoir un revenu supplémentaire pour 35% des exploitations. C'est une des options pour la diversification des revenus des exploitations agricoles, surtout si les exploitations ont plus ou moins fini les travaux sur leurs propres parcelles.
- La deuxième raison est liée au manque de terre (35%) ou à l'insuffisance de terre (4%). Les ménages sont donc obligés de trouver un revenu autre que la production agricole ou complémentaire. Les ménages de ces deux catégories enregistrent le plus grand nombre de jours travaillés (45% du total) ainsi que le montant perçu le plus élevé (51% du total).

Parmi les autres raisons évoquées, le besoin urgent de trésorerie (soins médicaux, scolarité des enfants,....) qui pousse les ménages à vendre leur force de travail dans d'autres exploitations de façon temporaire concerne 24% des exploitations, mais ces gains ne représentent que 10% du total).

3.2 Caractéristique des EA et typologie structurelle

Pour mieux situer et comprendre les stratégies des exploitations vis-à-vis du recours ou de la vente de main d'œuvre, nous avons mis en relation leurs pratiques et les caractéristiques structurelles (selon le cadre méthodologique SRL). Cette analyse permettra l'établissement d'une typologie des EA enquêtées

3.2.1 Capital humain

Dans notre échantillon, seulement 6% des chefs de ménage sont des femmes. Elles sont généralement veuves ou divorcées. L'âge moyen des CE est de 47 ans avec un écart-type de 13 ans. Le niveau d'éducation des chefs d'exploitation est assez élevé : 12 seulement n'ont pas été à l'école et 88% ont été scolarisés dont près de 49% ont un niveau scolaire du secondaire ou plus. Le nombre moyen de personnes par exploitation est de 4 (avec un écart type de 2 personnes), dont 3 personnes ont entre 15 et 64 ans, l'âge d'être actifs. Ce nombre de personnes qui participent à des activités génératrices de revenus est égal au nombre d'actif réel (3 actifs réels). Le nombre moyen d'actifs agricoles est de 2,46 par exploitation/ménage.

3.2.2 **Capital naturel**

La superficie totale moyenne des exploitations enquêtées est de 2,3 ha avec un écart type de 2,16 ha. En effet, il y a des ménages qui ne possèdent pas de terre et d'autres possèdent des superficies relativement importantes comme le montre le tableau ci – dessous :

Tableau 15: Répartition des exploitations (%) selon des classes de superficie cultivée en ha selon les zones

	1Tanety	2T_Animale	3Concurrence	4Rizière	Total
Sans terre	3%	3%	37%	6%	12%
]0 - 1]	29%	14%	26%	31%	25%
]1 - 3]	40%	57%	26%	17%	35%
Plus de 3	29%	26%	11%	46%	28%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Dans notre échantillon, 12% des EA enquêtées ne possèdent pas de terre, et la majorité se trouve dans la zone de concurrence de travail parce que cette zone est proche de la ville donc certains ménages travaillent en ville et non pas dans une exploitation agricole.

25% ont moins de 2 ha de superficie exploitée. 28% ont plus de 4ha et la majorité se trouve dans les zones de grande rizière.

Parmi les superficies recensées, 65% sont constitués par des rizières (60% de rizières avec une bonne maîtrise de l'eau RBME et seulement 5 % de rizières avec une mauvaise maîtrise de l'eau RMME). Ensuite les *tanety* occupent 20% des superficies dont la majorité se trouve logiquement dans la zone de *tanety*. Les autres types de terre représentent moins de 10% de la superficie recensée dont : 7% de *baiboho* (surtout dans la zone de mécanisation), 4% de plantations forestières (généralement de l'eucalyptus) et 3% de *zetra* ou marais. En dehors de la zone des grandes rizières, il existe une certaine diversité de types de terre.

Les rizières occupent la plus grande part de la superficie des exploitations et le riz est la culture la plus pratiquée. Cette spéculation occupe 77% des superficies cultivées pendant la campagne de culture de 2013/14. Les autres cultures sont pratiquées sur d'autres terroirs, avec une proportion minime (19%) par rapport à celles du riz. Il s'agit principalement des cultures de maïs, tomate, arachide (sur *tanety* ou sur *baiboho*). Les plantations d'eucalyptus et de manguiers occupent 9% des superficies recensées.

3.2.3 Capital social

69% des superficies recensées dans les EA sont cultivés en mode de faire valoir direct dont la majorité est issue de l'héritage et de l'achat. 27% sont en faire valoir indirect c'est-à- dire sous forme de location et de métayage. Le reste se fait sous forme de prêt à titre gratuit. Les EA qui emploient de la MO extérieure sont généralement en mode de faire valoir direct mais louent aussi des terres en plus pour augmenter leur exploitation. Les EA des 3 autres groupes ont tendance, quant à elles, à donner leurs terres en location, ceci faute de matériel et de capital suffisant pour les exploiter elles-mêmes.

3.2.4 Capital physique

3.2.4.1 Les matériels agricoles

Parmi les exploitations agricoles, 53% n'ont que des matériels de type manuel. Elles louent souvent les services d'autres exploitations agricoles pour réaliser les travaux de labour ; 19% des EA utilisent la traction animale pour les travaux du sol et 29% ont au moins un motoculteur. Une seule exploitation possède un tracteur mais qui est rarement utilisé. Ces sont les exploitations agricoles de la zone de grande rizière qui ont un niveau élevé de motorisation, tandis que l'attelage domine dans la zone 1Tanety et dans la zone 2Traction animale où les terroirs sont assez variés.

Tableau 16 : Répartition des EA/ménages (en%) selon le type de mécanisation et selon la zone

	1Tanety	2T_Animale	3Concurrence	4Rizière	Total
Manuel	20	15	27	12	74
Attelé	10	14	2	0	26
Motorisé*	5	6	6	23	40

^{*} Les exploitations motorisées sont aussi équipées en traction animale

3.2.4.2 Le cheptel vif

Le dénombrement du cheptel vif peut s'avérer difficile dans certains cas. Le nombre de volailles est souvent approximatif, car l'effectif peut varier fortement durant l'année. L'élevage bovin n'est pas pratiqué par l'ensemble des exploitations. Seulement 26% des EA enquêtées possèdent au moins un bovin. La plupart de ces EA se trouve dans la zone de Tanety où la motorisation est faible et dans la zone où il y a une forte mécanisation surtout de type traction animale. Les bovins sont aussi utilisés pour le fumier. L'élevage porcin, constitue à la fois une spéculation productive et une forme d'épargne vivante. Ce type d'élevage est pratiqué par 16% des EA enquêtées dont 1% de ces EA se trouvent dans la zone de Tanety et 35% dans la zone proche d'Ambatondrazaka. L'élevage de petits ruminants est rare (seulement 2% des EA). L'élevage des volailles est très largement répandu avec plus de 50% des EA qui élèvent des poulets et près de 40% des oies. L'élevage de volaille constitue souvent le « portemonnaie » de l'exploitation, car quand il y a un besoin de trésorerie, on vend souvent une volaille. A noter que le système d'élevage est extensif.

3.2.5 **Capital financier**

L'accès au crédit agricole n'est pas généralisé, le crédit de campagne pour le paiement des différentes charges liées aux activités agricoles fait partie du système productif de la plupart des EA. 75% des EA admettent n'être membre d'aucune institution de crédit agricole contre 25% qui sont inscrites. C'est l'institution CECAM qui est le plus souvent citée du fait que c'est la seule institution du genre dans les zones éloignées des villes.

3.2.6 **Typologie des EA**

Nous nous basons sur la typologie de référence de Durand et Nave en 2007 (Cf. Annexe 1) pour situer nos EA dont les grands critères sont : l'accès aux différents types de terre, la taille de l'exploitation (superficie), le matériel agricole et la main d'œuvre.

Les grands types d'exploitation que l'on peut identifier dans l'échantillon sont les suivants :

- Les grands agriculteurs : ce sont des EA qui ont une superficie supérieure à 3 ha. La majorité des terres exploitées est constituée par des rizières à bonne maîtrise d'eau. Elles exploitent peu les autres terroirs (*tanety* et *baiboho*). Ces agriculteurs ont un bon niveau de mécanisation : motoculteurs et/ou des matériels en traction animale. Il y a aussi une forte présence de main d'œuvre temporaire parfois supérieure à 300 Hj/an. Ce type correspond au type A de la typologie de référence (Cf.Annexe 1).
- Les agriculteurs avec des surfaces entre 1 à 3 ha. Ce sont des agriculteurs qui utilisent à la fois des RBME (Rizière à bonne maitrise d'eau) et des RMME (Rizière à mauvaise maitrise d'eau) et aussi des *tanety*. Ils possèdent des motoculteurs et des matériels pour la traction animale. La main d'œuvre temporaire engagée pendant les travaux est inférieure à 200Hj par an. Ce sont les exploitations de type C
- Les agriculteurs avec des surfaces inferieures à 1 ha. Ils mettent surtout en valeur les petites parcelles de *tanety* et de RBME. Leur niveau de mécanisation est essentiellement manuel, rares sont ceux qui ont des matériels en traction animale. Ils peuvent à la fois acheter du travail extérieur à d'autres exploitations et en vendre. Ce sont des exploitations de type E.
- Les ménages des sans terre qui sont avant tout des ouvriers agricoles. Ce groupe représente le réservoir de main d'œuvre pour les autres exploitations. Ce sont les exploitations de type G selon la typologie de Durand et Nave.

Le recours à de la main d'œuvre extérieure est un des principaux critères de caractérisation de ces exploitations, cependant il reste à analyser le lien entre l'utilisation de main d'œuvre extérieure et/ou l'offre de force de travail à la capacité et aux caractéristiques structurelles des exploitations/ménages.

3.3 Mise en relation entre les caractéristiques structurelles des EA et le recours au marché du travail

Dans cette partie nous analysons les liens entre la MO utilisée et les caractéristiques structurelles des exploitations.

3.3.1 <u>Le recours à de la main d'œuvre extérieure est lié à la superficie exploitée</u>

L'analyse de la corrélation entre le coût total des dépenses pour l'achat de la main d'œuvre extérieure et les caractéristiques structurelles des exploitations est présentée dans le tableau suivant:

Tableau 17 : Matrice de corrélation entre les variables des caractéristiques structurelles de l'exploitation et le cout total dépensé pour l'achat de MO extérieure

Variables	Actif	SCul_Tot	01RBME	02RMME	03Baiboho	04Tanety	Bovin	Cout_Tot_MC			
Actif	1	0,041	-0,104	0,005	0,019	0,117	-0,032	-0,070			
SCul_Tot	0,041	1	0,724	0,099	0,226	0,251	0,191	0,723			
01RBME	-0,104	0,724	1	-0,187	0,070	-0,179	0,116	0,848			
02RMME	0,005	0,099	-0,187	1	0,110	-0,010	-0,019	0,001			
03Baiboho	0,019	0,226	0,070	0,110	1	-0,124	0,149	-0,009			
04Tanety	0,117	0,251	-0,179	-0,010	-0,124	1	0,111	-0,034			
Bovin	-0,032	0,191	0,116	-0,019	0,149	0,111	1	0,129			
Cout_Tot_M	-0,070	0,723	0,848	0,001	-0,009	-0,034	0,129	1			
Les valeurs en	Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification alpha=0,05										

Il fait apparaître que les dépenses totales en MO extérieure sont corrélées positivement avec les superficies cultivées annuelles et les superficies en RBME; les coefficients sont élevés avec respectivement 0,72 et 0,85. Mais il n'y a pas de corrélation significative avec les autres facteurs de production que cela soit les actifs familiaux ou le nombre de bovins. Plus les superficies sont importantes, plus les dépenses liées aux salariés agricoles sont élevées.

3.3.2 Le salariat agricole : une option pour les moins dotés en moyen de production

Il est ici question d'évaluer cette activité par rapport à la première ressource économique que possède le ménage : la terre. Le tableau 18 montre que le salariat agricole est pratiqué par les ménages les moins dotés en superficie.

D'après le tableau 18, la proportion des ménages n'ayant pas d'actifs salariés agricoles est élevée (67%) surtout dans les EA dotés en terres, puisque 93% des EA qui ont plus de 3 ha n'ont aucun actif familial qui est salarié agricole. La part des ménages ayant au moins deux actifs salariés agricoles est importante chez les sans terre (67%) t ceux ayant une superficie cultivée inférieure à 1 ha (28%).

Tableau 18: Répartition des ménages selon la superficie rizicole possédée et le nombre de salariés agricole

	Superficies de rizières possédées par le ménage (en hectare)											
Nombre de salariés												
agricoles	Sans terre]0 - 1]]1 - 3]	Plus de 3	Total							
0	8%	56%	74%	93%	67%							
1	33%	16%	11%	0%	11%							
2 et +	67%	28%	14%	4%	21%							
Total	100%	100%	100%	100%	100%							

Le coefficient de corrélation entre la superficie cultivée et le nombre d'actifs impliqués dans le travail salarié agricole est négatif et significatif (au niveau 0,01) de – 0,367. Ainsi, plus la superficie cultivée par l'exploitation est élevée, moins le nombre de ses actifs est impliqué dans le salariat agricole.

Le tableau suivant montre le temps moyen alloué aux activités de salariat agricole.

Tableau 19: Moyenne de temps passé dans le salariat agricole par les actifs selon la classe de superficie cultivée

		Nombre de semaines					
		Moyenne	Ecart-type				
	sans terre	17,61	11,31				
Superficie	<= 1	4,66	7,54				
totale cultivée]1 - 3]	2,85	8,1				
	Plus de 3	0,83	3,63				

La durée totale moyenne du temps de travail des actifs dans le salariat agricole est plus élevée pour les exploitations/ménages les moins bien dotés en terre avec respectivement près de 18 semaines de travail salarié par an pour les sans terre et près de 5 semaines pour les exploitations avec moins de 1 ha. Une analyse de la corrélation entre le temps passé par les actifs du ménage et la superficie cultivée montre un coefficient négatif, significatif au niveau 0,01, de -0,361; ce qui signifie que plus le ménage est doté en terre et moins ses actifs ne consacrent de temps aux activités de salariat agricole. Ceci montre que le salariat agricole est une activité essentiellement exercée par les ménages les moins bien dotés en terre.

Cependant les exploitations entre 1 et 3 ha effectuent tout de même un nombre de semaines de travail salarié agricole qui n'est pas négligeable. Ainsi le fait de posséder plus de terre cultivable n'exclut pas pour un une exploitation que certains actifs familiaux aient aussi des activités de salarié agricole (ce sont les exploitations qui, à la fois, achètent et vendent de la force du travail). On peut dire que pour ces exploitations agricoles le salariat constitue un moyen de diversifier le revenu (autre que le revenu issu de la production agricole) et leur permet de disposer de trésorerie pour le fonctionnement de leur exploitation ou pour la consommation familiale.

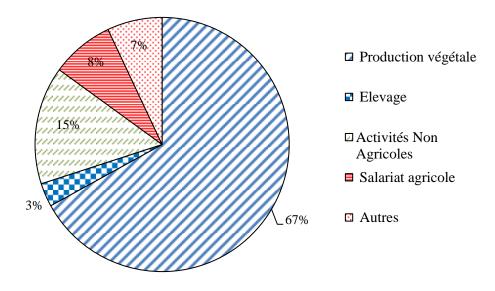
On conclut que le salariat a deux fonctions selon la possession de terre chez les ménages : d'une part c'est une activité majeure pour les ménages les moins dotés en terre et d'autre part c'est une forme de diversification de revenu pour les exploitations agricoles moyennement dotées en foncier.

3.4 La performance économique des EA et la sécurité alimentaire

Les performances économiques ont été analysées en utilisant les données du ROR, et plus particulièrement les revenus et les temps de travaux pour les activités salariées.

3.4.1 <u>La structuration des revenus et performances économiques</u>

Pour les 504 ménages de l'échantillon, le revenu total moyen pour l'année 2013 est de 2,963 millions d'Ar (soit 600 281 Ar/personne) qui se décomposent comme indiqué dans le graphique ci-dessous.



Source: ROR, 2013, nos calculs

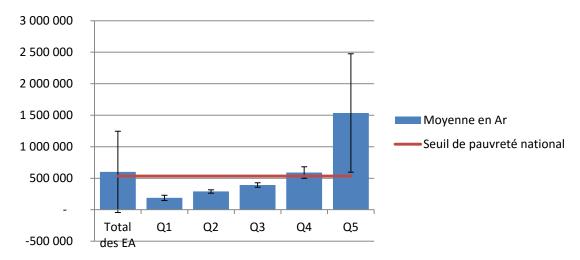
Figure 7: Répartition du revenu moyen des ménages du ROR

Les revenus des ménages du ROR sont constitués à hauteur de 67% par les productions végétales (riziculture et autres cultures). L'élevage ne représente que 3% des revenus totaux, ce qui confirme la faible exploitation des animaux qui sont surtout destinés à l'épargne et la traction et non à la vente. Les revenus issus des activités non agricoles représentent 15%; ce sont des activités de commerce, artisanat et autres services pratiqués d'une façon plus ou moins régulières (taxi – bicyclette, chauffeur, artisan, petit commerce,...). Le salariat agricole représente 8% des revenus totaux. Enfin, les derniers 7% sont constitués par les revenus issus de la décapitalisation et des transferts. Ainsi, la place qu'occupent les revenus du salariat agricole est importante dans la structure du revenu des ménages de zone du lac Alaotra.

Les exploitations ont été regroupées en quintiles (20% de l'effectif) selon le revenu annuel par personne présente dans la famille (voir graphique). Le choix d'utiliser cette variable du revenu par personne a été fait d'une part pour éliminer les effets de taille des familles et d'autre part pour pouvoir comparer avec le seuil de pauvreté déterminé par personne. Le graphique cidessous présente la structure du revenu moyen par personne pour chaque quintile. On observe les grands écarts de revenu entre le quintile le plus pauvre (Q1=188 000 Ar /pers) (Cf.Figure 8) et le quintile le plus riche (Q5 : 1 537 000 Ar /pers) (Cf.Figure 8).

En final, on constate que les performances moyennes des EA de la zone ne sont pas très élevées puisque le revenu moyen par personne est de l'ordre de 600 000 Ar soit légèrement supérieur au

seuil de pauvreté national qui est de 535 600⁷ Ar par an et par personne. On note cependant que ce taux est nettement meilleur que pour l'ensemble du territoire puisque le taux de pauvreté en zone rurale pour le pays était de 77 % en 2013 (INSTAT, 2013)



Source: Données du ROR, 2013, nos traitements

Figure 8: Les moyennes de revenu par personne par rapport au seuil national de la pauvreté

3.4.2 <u>La place du revenu issu du salariat agricole dans le revenu total des EA</u>

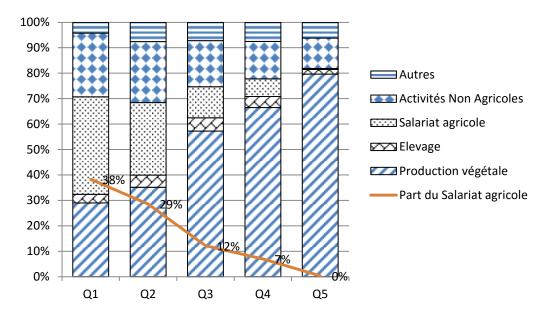
On constate une diminution progressive de la diversification des revenus au fur et à mesure que l'on se déplace vers le quintile le plus riche. Dans les exploitations les plus pauvres (quintile 1 et quintile 2), il y a une très forte diversification du revenu global dans lequel le salariat agricole occupe une place prépondérante (38%) alors que la production agricole (cultures + élevage) ne représente que 32%; les activités non agricoles représentent 25% du total.

Pour les ménages du quintile 2, cette part diminue et ne représente plus que 29% des revenus totaux. Plus on avance vers les quintiles des ménages les plus aisées et plus cette part baisse jusqu'à 0% pour le quintile le plus riche. Les exploitations avec les revenus par personne les plus élevés (quintile 5) sont très spécialisées avec des revenus qui proviennent des productions végétales à 80% et des activités non agricoles à 12%; les activités de salariat agricole n'apparaissent pas et les revenus d'élevage sont très faibles (2%).

Le coefficient de corrélation entre le revenu total et le revenu issu du salariat agricole est faible et négatif, mais significatif (seuil 0,05). Donc, plus le ménage est pauvre, plus la part du revenu issu du salariat agricole est élevée dans son revenu total. Ainsi, le salariat agricole est une activité des ménages les plus pauvres. Pour les quintiles les plus aisées, le revenu est dépendant des productions végétales, en effet le revenu total est fortement corrélé avec le revenu issu de la riziculture et de la superficie rizicole.

_

⁷ Seuil pour Madagascar, données de la Banque Mondiale 2014



Sources: Données du ROR, 2013, nos traitements

Figure 9 : Evolution de la part de salariat agricole dans le revenu des ménages

3.4.3 Le pouvoir d'achat du salaire agricole

Comme le riz est la base de l'alimentation de la famille, le prix de cette denrée alimentaire peut être pris comme base de comparaison pour évaluer le pouvoir d'achat que génèrent les activités de salarié agricole et leur impact sur la sécurité alimentaire (surtout des plus pauvres). Les prix moyens du kg de riz issus de l'Observatoire du Riz de Madagascar en période de soudure et hors soudure sont utilisés⁸.

Pendant la période de soudure, le salaire journalier⁹ équivaut à 2,38 kg de riz blanc. En période hors soudure, le prix du kilo du riz tend à baisser (au détriment des producteurs), et le salaire agricole journalier vaut 3,87 kg de riz. Si l'on considère que la taille de la famille rurale est de près de 5 personnes présentes en moyenne, et que le salariat agricole est une activité irrégulière, les ménages agricoles ne peuvent pas assurer leur sécurité alimentaire uniquement avec cette activité.

4 DISCUSSIONS

Les différents résultats obtenus à partir des enquêtes et ceux obtenus par traitement des données du ROR 2013, peuvent être mis en perspective en utilisant la typologie des exploitations. Ceci

⁸ Les prix du kilo du riz sont issus des données de l'Observatoire du Riz de Madagascar, le prix moyen du kilogramme de riz blanc en période de soudure est de 1 300 Ar dans la zone et en hors soudure de 8 00Ar.

⁹ Le salaire journalier est de 3 097 Ar (le prix moyen des MOT vu précédemment)

nous permettra d'analyser la place et l'évolution de l'entraide agricole vis-à-vis du salariat et l'importance de la main-d'œuvre extérieure pour les exploitations agricoles et des activités de salariat agricole dans la zone

4.1 Une caractéristique des EA proches du ROR

Les enquêtes du ROR portent sur un échantillon de 504 ménages et peuvent servir de référence pour les EA de la zone. Les données de notre échantillon pour le capital humain des EA sont assez proches avec un nombre moyen de l'ordre de 5 personnes par exploitation. Concernant le sexe du CM, il a plus de femmes CM (18%) que dans notre échantillon, mais toujours une dominance des hommes à 82% avec un âge moyen de 48 ans. Le nombre d'actifs agricoles est toutefois plus élevé par rapport à nos données avec 2,85 actif/exploitation. Sur le capital naturel, la superficie moyenne cultivée par un EA est de 1,27 ha (2,44 d'écart type). 33% des ménages n'ont pas de terre cultivée et près de 10% ont plus de 3 ha cultivés. Du fait du choix d'une zone à majorité constituée d'EA à rizière nos enquêtes ont montré une plus grande proportion d'EA avec une superficie élevée. Si on se réfère à l'analyse des données du ROR concernant l'élevage, 36% des EA enquêtées possèdent au moins 1 bœuf, et 13% pratiquent l'élevage porcin. Près de 51% des EA pratiquent l'élevage des volailles (poules, oies), ce qui est assez proche de nos données collectées enfin, les résultats sur les IMF démontrent la persistance des EA à ne pas utiliser ce genre d'institution (un taux d'adhésion de 10% pour tous les ménages du ROR).

Les différences s'expliquent surtout par le choix des zones, car lors de notre étude les zones sont sélectionnées par rapport au salariat agricole dans différents contexte (zone de tanety, proche de la ville, pratique de l'entraide) au contraire des zones enquêtées par le ROR

4.2 L'entraide agricole supplantée par le salariat agricole

Nos résultats ont montré que seulement une faible part des EA pratique l'entraide agricole. Les principales raisons sont que cette pratique est jugée obsolète par les CE et que le salariat agricole apparait plus souple.

4.2.1 Situation similaire au niveau national

D'après Andrianatoandro (2009), les études du programme 4D et du ROR montrent, depuis presque une décennie un recul du recours à l'entraide par rapport au salariat agricole.

Dans nos enquêtes effectuées dans la zone du Lac Alaotra, 20% des exploitations enquêtées seulement pratiquent l'entraide, dans l'échantillon du ROR pour 2013, le taux était de 26% des ménages. Dans d'autres régions que le Lac Alaotra, l'entraide agricole tend également à diminuer. Si dans l'Observatoire du Marovoay (un autre grenier à riz de Madagascar), on peut constater une nette augmentation de 4% (12% à 16%) entre l'année 2012 et 2013, ce chiffre reste très faible. Dans les autres Observatoires on note une baisse de 2% à Antsirabe (27% des EA enquêtées) par rapport à l'année 2012, pour Fénerive Est, une baisse de 10% (de 45% à 35% des EA enquêtées) entre l'année 2011 et 2013 est remarquée et enfin pour l'observatoire de

Tuléar une baisse de 6% entre l'année 2011 et 2013, qui représente 35% des ménages enquêtées. On peut en conclure que la pratique de l'entraide est faible et tend à diminuer à Madagascar surtout dans les grandes zones rizicoles.

Les raisons principales constatée par l'enquête de référence 4D sont liées à la pauvreté, la diversification des métiers, l'obligation de préparer un repas, le départ des jeunes et le salariat agricole (Andrianatoandro, 2009). Ce dernier, selon Briet (2005) tend à remplacer peu à peu l'aide agricole traditionnelle car il est moins couteux pour un employeur de salarier un paysan que de lui préparer un repas digne de ce nom et pour le salarié, le maigre pécule qu'il va gagner lui permettra de nourrir un tant soit peu sa famille.

Au sein de la population rurale, l'entraide agricole tend donc à diminuer, mais les autres formes d'entraide non liées aux activités agricoles mais centrés sur le « fihavanana » sont encore perceptibles. En effet d'après Binet (2005) ce type d'entraide est encore plus pérenne et plus vivace dans la communauté rurale comme la construction des maisons, la participation aux grands évènements tels que la circoncision ou l'enterrement.

4.2.2 <u>L'entraide, plus une relation d'échange que de réciprocité</u>

A partir de nos résultats, la réciprocité (les services donnés sont égaux à ceux reçus) n'est plus respectée. D'après certains auteurs, l'entraide agricole qui est une relation de réciprocité (Temple, 1995) n'engage pas un contre don égalitaire, au contraire de l'échange (troc ou salariat). Et, d'après Sabourin (2008), le retour de l'entraide, défini comme une relation de réciprocité, n'est pas obligatoire en termes contractuels. Ce retour est attendu en termes de sociabilité et d'humanité. Selon cet auteur, les pratiques d'entraide se transforment et évoluent dans le temps en fonction des modifications des conditions de la production, du contexte social, technologique et économique. Ces pratiques peuvent évoluer soit vers l'échange, le troc ou la marchandisation du travail (salariat agricole). La situation à Madagascar s'inscrit dans cette évolution; la relation de réciprocité existe mais tend à évoluer vers un système d'échange ou de troc car désormais il y a de plus en plus d'utilisation d'équivalents (repas, argent,...) pour permettre aux deux parties de se libérer de toute dette mutuelle. C'est ce que nous avons observé dans nos enquêtes dans la zone du Lac Alaotra.

4.3 Le recours au salariat agricole dépend de la surface cultivée par les EA

Les résultats ont montré une relation étroite entre l'utilisation de main d'œuvre extérieure et la surface cultivée. Plus précisément une EA avec de grandes superficies engage plus de MO et à l'opposé un ménage avec peu de terres s'engage le plus souvent dans l'offre de travail agricole. Les autres caractéristiques liées à l'exploitation ont moins d'impact sur l'achat/offre de la main d'œuvre agricole. D'après Affodegon (2005), plus la superficie à emblaver est grande, plus la quantité de main-d'œuvre salariée utilisée est élevée

Toutefois dans la littérature, plusieurs facteurs entrent en jeu dans le recours à la MO extérieure pour les travaux agricoles. Notamment d'après Tchaynov (1990), les caractéristiques liées à l'exploitation peuvent influer, comme l'âge de l'EA. En effet, il stipule qu'au début du cycle de vie, les ménages s'alourdissent de plus en plus de membres incapables de travailler (inactifs), entraînant une croissance rapide de la proportion des consommateurs par rapport au nombre d'actifs. Ce qui implique une demande croissante de MO. De plus, selon Biaou (1990) et Houngbo (1996), l'un des facteurs qui déterminent l'utilisation de la main-d'œuvre salariée est la disponibilité financière. Dans leurs zones d'étude, le pouvoir financier (revenu annuel) du ménage exprime le degré d'utilisation de la main-d'œuvre salariée. C'est ainsi que les gros producteurs seront les plus disposés à recruter les ouvriers. Pour aller encore plus loin, Houngbo (1996) pense que la quantité de main-d'œuvre investie sur une parcelle par un ménage dépend entre autre de la taille du ménage, du nombre de personnes travaillant réellement, du temps de travail de chaque membre sur la parcelle, de la capacité physique (état de santé) de chaque membre, de l'existence et disponibilité des activités agricoles. Pour Biaou (1995), l'utilisation de la main-d'œuvre salariée est liée à deux facteurs : la disponibilité financière et l'existence d'une contrainte de main-d'œuvre due surtout au recours de la main-d'œuvre pour d'autres activités, peut-être plus rémunératrices (activités extra-agricoles et para-agricoles).

Dans notre recherche, certes ces facteurs peuvent influencer mais très faiblement par rapport à la superficie cultivée qui dicte jusqu'à la fin des opérations culturales, les besoins en MO et la main d'œuvre familiale.

4.4 Le recours à la main d'œuvre extérieure à l'exploitation, une option indispensable pour les EA

Les résultats de nos analyses ont montré une dépendance des EA à la main d'œuvre extérieure. Outre la main d'œuvre proprement dite, les EA achètent des prestations de services avec des matériels agricoles attelés et surtout motorisés. Ces matériels sont le plus souvent utilisés pour les travaux de préparation des terrains en début de campagne. Une grande partie des EA en possèdent et n'engagent souvent que des salariés spécialisés dans la conduite de ces engins. Pour les exploitations qui ne sont pas équipées, elles engagent directement les propriétaires qui offrent ce service. La motorisation permet aux exploitations qui s'équipent, d'effectuer rapidement le travail de préparation des terrains, ce qui est plus difficile à faire en n'engageant que de la MO extérieure manuelle. La substitution de la main d'œuvre par le capital (la mécanisation motorisée) est une des raisons de l'endettement des EA de notre échantillon. D'une manière générale, le recours au crédit est faible dans notre échantillon sauf pour les exploitations équipées qui ont plus recours aux crédits et aux autres formes d'emprunt, alors que le taux élevé des intérêts ne leur est pas très favorable.

Par ailleurs la mécanisation diminue l'opportunité de travail pour ceux qui dépendent des activités de salariat agricole pour vivre. C'est le cas pour les travaux de sarclage car il y a

beaucoup d'organismes de la région qui vulgarisent le semis en ligne et l'utilisation des sarcleuses. Ceci devrait avoir un impact en réduisant l'offre en travail agricole et les dépenses des EA sur cette opération qui est une des plus exigeantes en MO quand elle est effectuée manuellement.

4.5 Le salariat agricole, première source de revenu pour les pauvres

Selon nos résultats, les ménages ayant le plus recours à des activités salariales (en nombre d'activités et temps passé) sont ceux qui sont les moins dotés en terre ou ceux qui n'ont strictement pas de terre. En effet, selon Minten et al. (2003) cette situation est très caractéristique du contexte malgache, les agriculteurs n'ont souvent pas assez de terre par rapport à leurs actifs familiaux et à leur capacité de travail. « Le salariat agricole est réservé aux plus pauvres et particulièrement aux sans terres » (Blanc Pamard et Rakoto – Ramiarantsoa, 2000).

Les plus pauvres sont donc ceux qui n'ont pas, ou presque pas, de terre. Les données du ROR font apparaitre une relation linéaire très forte entre la superficie cultivée en riz et le revenu total par exploitation et le revenu total par personne (coefficients respectivement de 0,88 et 0,79). Pour ceux qui n'ont pas ou qui ont peu de terre, le salariat agricole constitue la première source de revenu et assure, en combinaison avec d'autres activités, l'alimentation de la famille. Le revenu issu du salariat agricole est plus important pour les quintiles plus pauvres et même si le coefficient de corrélation entre revenu total et revenu du salariat agricole n'est pas très élevé il est significatif et négatif (-0,25) indiquant clairement le sens de la relation. Ainsi, nos résultats confirment ceux de Minten (2003) dans son étude sur la main d'œuvre salariée à Madagascar : « plus un ménage est pauvre, plus importante est la part du salariat agricole dans son revenu ».

Si pour certains ménages, cette source d'argent est vitale pour leur survie pour d'autres elle ne constitue qu'une forme de diversification du revenu agricole. Selon Sandron (2007), pour certains paysans faire du salariat agricole permet à la fois de diversifier les sources de revenu et de financer leurs propres travaux agricoles. Ceci est constaté avec les 24 exploitations parmi les 140 enquêtées qui achètent et vendent à la fois leurs forces de travail. D'après Briet (2007), cette situation est une manifestation de l'évolution de « l'entraide traditionnelle vers la marchandisation du travail » car selon lui ce « jeu est à somme nulle, travailler trois jours pour payer trois jours de travail salarié ».

Pour les EA les plus pauvres, le salariat constitue un moyen de survie. Mais d'après Andianatoandro (2009), le caractère aléatoire du salariat agricole du fait de sa périodicité, des chocs climatiques et des crises politiques et économiques, rendent les ménages encore plus vulnérables et augmentent les risques qu'ils ne puissent pas couvrir leurs besoins fondamentaux. Le salariat agricole est donc une activité risquée notamment vis-à-vis de la sécurité alimentaire déjà précaire des paysans les plus pauvres. Cette activitée n'est donc pas un des moyens pour lutter contre la pauvreté et contre l'insécurité alimentaire.

CONCLUSION

La région de Lac Alaotra est un des greniers à riz de Madagascar et elle assure une partie de la sécurité alimentaire au niveau national. Les caractéristiques des exploitations agricoles et des ménages des zones étudiées dans la région reflètent cette situation avec les activités des actifs qui se concentrent autour de la riziculture. La situation de ces exploitations et ménages varie cependant assez fortement notamment en ce qui concerne la taille, les facteurs de production disponibles et les activités génératrices de revenu. D'une part, il y a les exploitations agricoles dont les actifs familiaux travaillent essentiellement à la production rizicole sur l'exploitation et d'autre part des exploitations ou des ménages qui vendent une part de leur force de travail en effectuant des opérations culturales pour la production rizicole chez d'autres. La riziculture est la première source d'emploi, en milieu rural, dans la zone.

Les EA bien dotées en terre sont dépendantes de la main d'œuvre extérieure pour effectuer les opérations culturales nécessaires pour les productions agricoles et en particulier pour la riziculture. La main d'œuvre est essentiellement recrutée sous forme temporaire et le plus souvent à la tâche. Les besoins des exploitations en MO sont très forts même quand la mécanisation motorisée des travaux est importante. Dans notre échantillon, c'est dans la zone où la motorisation est développée que le recours à la MO extérieure est le plus fort, mais c'est aussi la zone où le disponible foncier en rizière est le plus important.

L'entraide est peu pratiquée dans la zone, et selon les résultats des enquêtes, cette situation perdure depuis longtemps. Dans de nombreuses exploitations, les actifs familiaux sont insuffisants pour assurer l'ensemble des opérations culturales de la production agricole, notamment aux périodes de pointe. Pour ces exploitations, l'entraide agricole n'est pas une option intéressante car ils n'ont pas les disponibilités nécessaires pour rendre le travail. Et ceci d'autant plus que, selon nos enquêtes, il est facile pour les exploitants agricoles de recruter des salariés en nombre suffisant au moment où ils en ont besoin et à des coûts relativement bas. Ainsi, l'entraide n'est pas une composante importante du fonctionnement des exploitations agricoles dans la région, alors que le recours au travail salarié, et donc au marché du travail, est lui primordial. Ceci confirme notre hypothèse. La production rizicole de la zone, et en particulier la production de riz commercialisée, est dépendante du bon fonctionnement du marché du travail agricole.

Les salariés agricoles, quant à eux, dépendent de l'offre en travail agricole pour assurer une part importante du revenu global du ménage ou de l'exploitation agricole familiale à laquelle ils appartiennent et surtout en période de soudure. Pour certains salariés agricoles, l'activité est surtout un moyen de diversifier et compléter les revenus annuels afin, de subvenir à leurs besoins et d'investir dans d'autres activités. Mais, comme l'indiquent les résultats des analyses des

Importance du salariat agricole dans la zone du Lac Alaotra

données du ROR, pour 20% des ménages (le premier quintile) les revenus du salariat agricole occupent la première place dans la structure du revenu total, et sont donc indispensables à la survie de ces ménages les plus pauvres confirmant ainsi notre hypothèse. Si le salariat agricole est une opportunité qui permet aux ménages les plus pauvres de survivre, la situation actuelle n'offre pas à ceux qui ont un recours important à cette activité, de perspective pour sortir de la pauvreté.

Les exploitations agricoles familiales et les ménages de la zone sont, pour la plupart, très pauvres et vivent en dessous du seuil de pauvreté. , même si la situation apparait moins mauvaise dans cette zone rurale que dans l'ensemble du pays. Cette situation de pauvreté risque de perdurer du fait du caractère aléatoire des conditions climatiques et des offres de travail. Les salariés sont menacés par l'avènement des différentes techniques agricoles qui tend à réduire les travaux manuels dans les EA. Toutefois, ils n'ont pas d'alternative car la plupart de la population rurale est analphabète et les opportunités de travail dans les autres secteurs est très faible. De plus, les salariés locaux doivent aussi affronter une concurrence croissante liée à l'arrivée de migrants d'autres régions pendant la saison des récoltes qui réduisent encore plus les opportunités de travail.

La politique agricole devrait prendre en compte la situation de ces salariés agricoles dont la vie dépend fortement des revenus perçus, par la création de plus d'opportunités et la vulgarisation et la facilitation de l'éducation au niveau rural.

BIBLIOGRAPHIE

Andriamanohy F.R.W., **2014**. Caractérisation des grandes exploitations agricoles de la zone du Lac Alaotra et implications pour le cadre conceptuel de l'Observatoire des Agricultures du Monde. Mémoire de fin d'étude. ESSA Spécialisation Agriculture. 24 Juin 2014. 96p.

Andrianantoandro V., **2013**. Structures familiales, organisation des activités et développement en milieu rural malgache. Sociology. Université René Descartes - Paris V, 355p.

Andrianirina N.,2013. L'incertaine integration marchande des exploitations familales à Madagascar, In Diversité des Agricultures familales. Exister, Se Transformer, Devenir. Editions Quae, pp230 -243.

Biaou, G.,1995. Comprendre l'organisation et le fonctionnement du système d'exploitation en milieu rural africain, Le cas du plateau Adja au Bénin, In série d'Economie et de sociologie rurales. n°1995-02, FSA/UNB.

Binet C., 2005. Crises et mariages dans une commune rurale malgache, in Colloque scientifique « Changements induits dans les campagnes malgaches par l'évolution des prix des produits agricoles », 6 - 7 décembre - Fofifa - Antananarivo – Madagascar, 13p

Briet A.P., 2007b. « Petite paysannerie et incertitudes dans les Hautes Terres Malgaches », thèse de doctorat en démographie, Université de Paris 5, 397 p.

Condominas G.,1961. « Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina ».Paris ,ORSTOM, 265p.

Droy I., 1998. Que sont les greniers à riz devenus ? (Madagascar). Autrepart, Vol 7: pp. 89-110. http://horizon.documentation.ird.fr/

FAO, 2007. Un système intégré d'enquêtes agricoles. Volume 1. Programme mondial du recensement de l'agriculture 2010. Rome, FAO, Développement statistiques, 11, 186 p.

Ferraton N., 2009. Comprendre l'Agriculture familiale. Diagnostic des systèmes de production. Collection Agricultures Tropicales en poche. Edition Quae, CTA, Presses Agronomiques de Gembloux, p.123

Houngbo, E. (1996). Les problèmes d'allocations de ressources liés à la production durable du manioc au Bénin : Etude de cas de la sous-préfecture de Sakété", Thèse d'Ingénieur Agronome. Abomey-Calavi, FSA/UNB.

INSTAT, 2011. Enquête Périodique auprès des Ménages 2010. EPM-2010 Rapport Principal. INSTAT. Antananarivo Août 2011. 374 p. http://www.instat.mg/pdf/epm_10.pdf

Losch B., et al., 2013. Les multiples facettes de la diversification rurale et l'économie rurale non agricole, In Transformations rurales et développement, France, 119 – 155pp

Lowder S. K., Skoet J. et Singh S., 2014. What do we really know about the number and distribution of farms and family farms in the world? Background paper for The State of Food

and Agriculture 2014. ESA Working Paper No. 14-02. FAO. Rome Avril 2014. 45 p. http://www.fao.org/docrep/019/i3729e/i3729e.pdf

Minten B., Randrianarison L. 2003. La main d'œuvre agricole. In Agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar, Ithaca, NY 14853 Etats — Unis : Cornell University 16 -19, <URL : http://www.ilo.cornell.edu/images/th1.4.pdf>.

Rakotoarimanana, Grandjean Philipe, Penot E., Dabat M., 2009. Le boom des motoculteurs au Lac Alaotra à Madagascar In Grains de Sel N. 48 du Septembre – Décembre 2009. pp 19 – 20.

Sandron F., 2007b, Stratégies anti-risques et filets de sécurité dans une commune rurale malgache », Revue Autrepart, Vol.4, n°44, pp.141-156.

Sandron F, 2008. Le fihavanana à Madagascar : lien social et économique des communautés rurales. Revue Tiers Monde, n° 195, p. 507-522.

Sourisseau J.-M., Tsimisanda H. M., Bélières J.-F., Elyah A., Bosc P. M. et Razafimahatratra H. M., 2014. Les agricultures familiales à Madagascar : un atout pour le développement durable. CIRAD/FOFIFA. Antananarivo Décembre 2014. 40 p. http://www.cirad.mg/aiafmada/

Tchayanov, A. 1923 [1990].L'organisation de l'économie paysanne (traduction d'Alexis Berelowitch). Ouvrage publié avec le concours du Centre National des Lettres, Librairie du Regard, Paris. 341 p

Wiggins S, 2009. Can smallholder model deliver poverty reduction and food security for a rapidly growing population in Africa? Future Agriculture Consortium (FAC) working paper 8. www.futureagricultures. org/Documents/Smallholder_S-Wiggins_Jul-09.pdf.

ANNEXES

Annexe 1 : La typologie de Duran et Nave

La typologie des exploitations a été élaborée en 2007, dans le cadre du projet BVLAc. Elle se base sur 3 grands critères : l'autosuffisance en riz (liée au type de riziculture que pratique l'agriculteur), la diversification des sources de revenus et valorisation qui dépendra du type de terroirs et aux surfaces auxquels l'agriculteur a accès ; l'emploi et/ ou l'offre de la main d'œuvre

- Les grands riziculteurs : Type A : Ils possèdent de grandes surfaces (3 à 15 ha) de rizières irriguées. Leurs rendements sont élevés, ils sont donc autosuffisants en riz et la vente du paddy constitue leur source de revenu. Ils ont accès à la traction attelée voire motorisée et embauchent plus de 300Hj par an. Les surfaces de tanety et baiboho ne sont exploitées que de façon secondaire : cultures extensives en travail et en capital ou pâturages puisqu'ils possèdent souvent un cheptel important de zébus pour le travail des rizières
- Les agriculteurs à rendement aléatoires : Type B : Ils possèdent des rizières à mauvaise maitrise d'eau et ont recours à la main d'œuvre extérieure. Leurs rendements sont en général moins bons mais leurs surfaces leurs permettent d'être encore autosuffisant et de vendre du paddy. Ils embauchent plus de 200Hj de main d'œuvre extérieure par an.
- Les agriculteurs autosuffisant exploitant les tanety : Type C : Ils sont autosuffisant en riz avec une surface de RI ou RMME de 1 à 3ha. Une petite quantité de paddy peut être vendue. Ces agriculteurs mettent en valeur la totalité de leurs surfaces de tanety et de baiboho pour dégager un revenu complémentaire. Certains diversifient leurs productions ou pratiquent une activité de service hors exploitation parfois en plein temps. Ils embauchent près de 100Hj par an.
- Les agriculteurs diversifiant leur production : Type D : Ils cultivent peu de surface et n'ont accès qu'à 1ha environ de RMME. Ils vendent également leur force de travail en tant qu'ouvrier agricole. Ils embauchent près de 100Hj/an
- Les non autosuffisant et ouvriers agricoles : Type E : Il s'agit du type constitué par de jeunes agriculteurs ou de migrants récents. C'est pourquoi ils n'ont que peu de surface et souvent pas du tout de rizière. Ils ne possèdent que de l'outil manuel et sur ces petites surfaces n'ont pas besoin d'embaucher de la main d'œuvre extérieure mais font parfois appel à l'entraide pour les pics de travaux
- Pêcheurs pratiquant l'agriculture : Type F : L'agriculture est secondaire par rapport à la pêche
- Pêcheurs sans terres ouvriers agricoles : Le réservoir de main d'œuvre de la zone.

Annexe 2 : Les indicateurs de capital/ressources dans le cadre méthodologique du SRL

Les indicateurs qui permettent de caractériser la structure d'une exploitation sont repartis en cinq catégories : le capital naturel capital physique, le capital humain, le capital social, le capital financier.

Actifs du capital naturel:

- Les terres de l'exploitation agricole (à qualifier selon le potentiel agro –écologique), c'est-à-dire le potentiel des terres irrigables (et les grands types d'utilisation des terres ; les terres en culture seront décrites selon des critères de qualité ou potentialité (irrigation naturelle, qualité des sols)) ;
- Les droits d'accès à des ressources ou espace communs permettant de pratiquer des prélèvements directs ou indirects, comme par exemple via le bétail
- La qualité et la disponibilité des ressources naturelles renouvelables ou non, utilisées dans l'exploitation.

Actifs du capital physique

- Les équipements agricoles et non agricole
- Les infrastructures, aménagements et bâtiments
- Les animaux possédés et élevés
- Les plantations pour culture permanente

Variable et indicateurs du capital

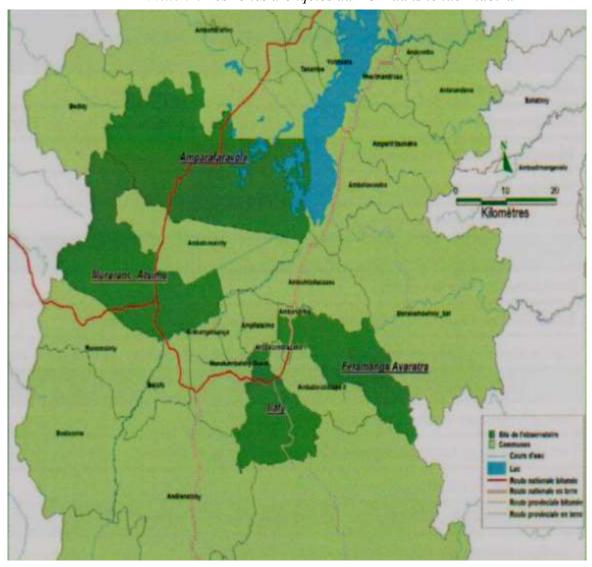
- Identification des membres de l'exploitation : nombre, âge, genre et statut/ engagement au regard des activités de l'exploitation
- Caractérisation des niveaux d'alphabétisation, formation scolaire et professionnelle
- Existence de savoir-faire particuliers
- Etat de santé et accès aux soins
- Scolarisation et accès à l'éducation des jeunes et des adultes

Caractéristiques du capital social

- La participation à des organisations professionnelles agricoles
- La participation à des réseaux d'entraide agricole et non agricole afin de déterminer le niveau d'engagement dans des réseaux d'échange non marchands
- La relation avec des acteurs marchands
- L'inscription dans des réseaux sociaux

Actifs du capital financier

- Des actifs monétaires ou capitalisés sous d'autres formes (biens immobiliers) mobilisables pour le chef d'exploitation ;
- Des fonds propres et emprunts.



Annexe 3 : Les zones d'enqêtes du ROR dans le lac Alaotra

Figure 10 : Les zones d'enquêtes du ROR dans le LAc Alaotra

4	1		7	. •	
Annexe	4	:	Le	questioni	naire

Date of	de l'enquête:	•••••	N° E	xploitatio	on:	Personne	enquêtée no	om prénon	n et statut d	lans EA			
Locali	isation : Comr	nune			Fokontany		Hamea	u / quartie	er				
Nom e	et prénom Che	ef d'exp	loitatio	n :				•••••	Situatio	on familiale II 1=Célibata	aire, 2=Marié, 3=D	ivorcé, 4=Veuf	
Foncti	ions sociales :							I	_I 0=Non,	1.Politique, 2.Religieuse,	3.Administrative, 4	. Autres	
Chef	d'exploitation	depuis	:	Mode d	'accession	II 1. Hé	éritage, 2.M	igration, 3	3.Achat 4 .A	Autre :	Si héritage : Pa	urtagé avec Frère et/ou S	œur II 1=Oui, 0= Non
Si mig	_					_				ntany, 2 même Commune, 3. Mên membre exploitation) I			
N°		Non	de l'O	rganisatio	n	Ту	pe d'OP*		Ol	bjectif de l'association		Intérêt principal por	ır l'exploitant
1													
2													
3													
organis •	sations	nembre	es du m						·	t en permanence depuis l Activités principale (4)		rités	Observation (5)
				*		e e							
l CE	<u> </u>									I_I	I_	_III	
2										II	I_	_III	
3										1 1	ĭ	1 1 1	

^{* 0 =} absent ; 1 = Présent **Actif : participe à des activité productives (génératrice de revenu) *** Actif agricoles : évaluer temps d'activité consacré aux activité agricoles (0 ; 0,25 ; 0,5 ; 0,75, 1) par exemple pour étudiants, qui revient seulement 4 mois des vacances si il travaille durant ces 4 mois alors noté 0,25, si scolaire qui revient tous les soirs + les vacances noter 0,5

⁽⁴⁾ Omettre activités domestiques (5) Notamment précisez situation pour non membre de la famille (bonne, etc.)

Le foncier et sa mise en valeur en 2013/14

Surface dien	onibles dans l'ex	nlaitation	an ánumárant	les champs	norcalles)	M com	aric dec autre	c mambrac da 1	l'avaloitation et	v compris foret	pôturocos	plantations atc	0
Surface disp	ombies dans i ex	pionanon (en enumerant	ies champs/	parcenes,	y com	pris des autre	s memores de i	exploitation et	y compris foret,	paturages,	piantations, etc	J.

	Identification Type		Superficie	Mode d'acquis	Statut	Montant annuel	Saison 1 (2013/2014	4)	Saison 2 (inter	saison ou	CS 2014)	
N°	parcelle	parcelle (1)	en ha	(2) et année	(3)	location ou emprunt	Cultures	Techni ques(4)	Superficie en ha	Cultures	Techni ques(4)	Superficie en ha	Observations
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
	Rizière avec bor		de l'eau 2.Riz	ière en mauvaise	e maîtrise	de l'eau, 3.Baiboh	o, 4.Tanety, 5.Mara	is (zetra)	6.Vergers,	7.Plantation for	estière, 8	Paturages. 9	. Jardin de case,

- (1) Rizière avec bonne maîtrise de l'eau 2.Rizière en mauvaise maîtrise de l'eau, 3.Baiboho, 4.Tanety, 5.Marais (zetra) 6.Vergers, 7.Plantation forestière, 8.Paturages. 9. Jardin de case, 10.Jachère, 11.Autre ... expliquez
- (2) 1. Achat officialisé 02. Héritage 03. Indivision. 04Héritage tournant 05. Appropriation par l'angady 06. Récupération d'une terre gagée 07. Reçue En Métayage ou en fermage (location) 08. Reçu en Prêt gratuit, 09. Echange ou troc 10 Donné en location ou métayage 11. Donné en prêt gratuit.
- (3): 1. Titré au nom d'un membre du ménage 2. Titré au nom d'aïeux ou d'autres individus 3. Cadastré 4. Certifié (certificat foncier) 5. Petits papiers (acte de vente) 6. Sécurisé par les autorités traditionnelles 7. Sans papier ni sécurisation 8. NSP
- (4) Techniques : 1=SRTraditionnel, 2=SRA, 3=SRI, 4=SCV 5=Autres préciser

Utilisez-vous les parcours communaux pour faire pâturer vos animaux ? (0/1) II. Votre surface cultivée est-elle suffisante (0/1) II. Si non avez-vous des stratégies pour l'extension des superficies : si oui esquelles
Y a t il un lien entre les techniques que vous utilisez et la main d'œuvre disponible ? II 1=Oui, 0=Non. Expliquez

Matériels Agricoles

Nom	Code*	Nbre	Année Achat	Neuf ou Occasion	PU (Ar)	Montant (Ar)	Observation

^{*} Codes: 1.Tracteur, 2.Kubota, 3.Joug (zoga), 4.Charrette, 5.Remorque. 6.Charrue 7.Herse 8.Sarcleuse 9.Roues cages 10.Semoir, 11. Autres matériels pour motorisé, 12.Autre matéreil pour tract animale. 13.Pulvérisateur (épandeur pesticides) 14. Epandeur engrais 20Angady; 21.Andsim-bary, 22.Fibarana, 23.Brouette, 24 Hache 30Velo, 31Moto, 32.Voiture, 33.Camion, 40.Batteuse à moteur, 41.Batteuse à pédale, 4.Décortiqueur, 43.Moulin, 44. Groupe électrogène, 45.Groupe motopompe, 46.Materiel d'arrosage, 47.Matériel de traite lait, 50 Panneaux solaires, 51 Pirogue, 52 matériel de pêche, 60 Matériels pour bucheron, 70 Matériels pour artisans (menuisier, boucher, boulanger, etc.)

Elevage

E	Bœufs de	Male de + de	Vache	Vaches non	Bovin de 2 à	Veaux de - de 2	Porcs	Porcs	Poules	Autres				Observations
	trait	4 ans	laitières	laitières	4 ans	ans	adulte	jeunes	et poulet	volailles	Ovins	Caprins	Autres	

Recours MO Extérieure (rémunérée)

Avez-vous recours à de la MO Extérieure pour les travaux agricoles (culture, élevage, transformation, plantations, etc.) ... I 0=Non, 1=Oui

• Avez-vous recours à des Salariés permanents (agricole et non-agricole) ... I I 0=Non, 1=Oui SI oui inventaire pour 2013/14

Nom	Age	Sexe	Origine*	Activite principale	Autres Activités	Salaire mensuel (Ar)	Autres avantages	Evaluation (Ar)	Montant autres avantages en AR	annuel (Ar)	Observations
	Nom	Nom Age	Nom Age Sexe	Nom Age Sexe	I Nom Age Sexe -	I NOM I AVE I SEXE I -					

^{* 1} même Fokontany, 2 même Commune, 3. Même Région, 4 autre région (si autre région mettre la région dans observation

• Avez-vous recours à des Salariés saisonniers (agricole et non-agricole) ... I 10=Non, 1=Oui SI oui inventaire pour 2013/14

N°	Saison / Période	Nbre de mois*	Sexe	Origine**	Activité principale	Salaire mensuel (Ar)	Autres avantages	Evaluatio n (Ar)	Montant autres avantages en AR	Total coût annuel (Ar)	Observations
1											
2											
3											

"Nombre de mois ou le salarie à été émblove et bave "" I même Fokontany. 2 même Commune. 5. Même Region. 4 autre region (si autre region mêttre la region dans observa	s ou le salarié a été employé et payé ** 1 même Fokontany, 2 même Commune, 3. Même Région, 4 autre	e région (si autre ré	égion mettre la région dans observat
--	--	-----------------------	--------------------------------------

•	Est – il facile	pour vous	de trouver	des salariés	agricoles	permanent	ou	saisonnier	? I	_I 0=Non,	1=Oui.	Expliquer	

MO Extérieure (rémunérée) Elevage

Avez-vous utilisé de la MO extérieure (autre que permanent ou saisonnier) pour l'élevage en 2013/14 ? I 0=Non, 1=Oui Si oui.

Description travail ou prestation*	Mode**	Qté	Unité	PU	Autre avantage	Cout total	Observations

^{*} Si prestation décrite outils et nombre de personnes et attelage. Activité : gardiennage, traite, entretien des animaux, etc.

^{**} Mode: 1 travail payé à la tâche, 2 Travail payé à la journée, 3 Prestation payée à la tâche 4. ENTRAIDE, 5. Autre précisez

		, , ,	
$\mathbf{N} \mathbf{I} \mathbf{O}$	Erstániasson	(rEmunErEe)	C-14
\mathbf{v}	Extenence	cremineree	i Cillinge
1110		(ILIIIGIILIC)	

Avez-vous utilisé de l 2013/14 ? II 0=No		eure (autre d	que pern	nanent ou	ı saisonnier) pour le tra	avail sur les parcelles er
Culture . II S	aison I	I N° P	arcelle l	[I		
Description travail prestation*	ou Mode**	Qté	Unité	PU	Autre avantage	Cout total	Observations
* Si prestation décrite outil taches : préparation sol, repgerbier, etc ** Mode : 1 travail payé à Culture II Sai	oiquage, arracha la tâche, 2 Trav	age et transpor	rt des plai ournée, 3	nts, refection Prestation	on diguettes, s payée à la tâc	arclage, récol	te, transport, mise en
Description travail prestation*	ou Mode**	Qté	Unité	PU	Autre avantage	Cout total	Observations
F							
* Si prestation décrite outil ** Mode : 1 travail payé à				Prestation	payée à la tâc	he 4. Entraide	e, 5Autre précisez
Culture II Sa	ison I	I N° Pa	arcelle I	T	I	T	
Description travail prestation*	ou Mode**	Qté	Unité	PU	Autre avantage	Cout total	Observations

MO Extérieure (rémunérée) Autres activités

Avez-vous	d'autres	activités	pour	lesquelles	vous	avez	utilisé	de	la	MO	extérie	eure	en	201	3/14
(transforma	tion de p	roduits pa	r exen	nple décor	tiqueur	r, fore	sterie, e	xplc	oitati	ion di	ı bois,	char	bon	de	bois,
artisanat, co	mmerce,	etc)- ? I _	I 0:	=Non, 1=O	ui Si	oui:									

Activités		
Type de MO*		
Quantité		
Unité		
PU		
Autre avantage		
Montant avantage en AR		
Cout total annuel		
Observations		

^{*} Type MO : 1 travail payé à la tâche, 2 Travail payé à la journée, 3 Prestation payée à la tâche 4. ENTRAIDE, 5. Autre modalités recours au travail extérieur et stratégies

oui lesquelles et pourquoi :

Avez-vous recours à l'entraide ? : II 0=Non, 1=Oui
- Si pas de recours entraide : pourquoi :
Avant faisiez-vous appel à l'entraide ? II 0=Non, 1=Oui
Si oui quand avez-vous arrêté approximativement II
Et pourquoi
Pensez-vous que cela soit une évolution normale II (0=Non, 1=Oui) Le regrettez-vous II (0=Non,
1=Oui). Expliquer
- Si pratique encore l'entraide
Avec combien d'exploitations pratiquez-vous l'entraide II où sont localisées ces exploitations :
Quels liens entre vous :
Qui décide et organise l'entraide et pourquoi ?
Quand et pourquoi recourez-vous à l'entraide et non au salariat ?
Est-ce qu'il y a des activités qui doivent être faites prioritairement avec entraide II 0=Non, 1=Oui) Si

- (Quantificatior	de l'entraide	pour 2013/14
-----	----------------	---------------	--------------

Quelles opérations d'entraide que vous avez pratiquées et quelles en ont été les modalités

Opération	ď	'entraide	recue

Activité / opération		
nombre de personnes extérieures		
Nombre de jours		
Nombre de repas		
Cout estimé du repas		
Autres cadeaux faits / dons		
montant autres cadeaux		
Cout total entraide		

Opération d'entraides effectuées

Activités / opération		
nombre de personnes envoyées		
Nombre de jours		
Nombre de repas		
Autres cadeaux / dons		

- Modalités de l'entraide :

Selon vous la réciprocité (même travail, même quantité, même valeur) est elle respectée II 0=Non,
1=Oui. Si non expliquez ce qui a changé :
Est - ce qu'il existe ailleurs (autres exploitations) d'autres mode de compensation de travail ? II 0=Non,
1=Oui Si oui lesquels
Lui-même a- t- il recourt à ces autres modes ? II 0=Non, 1=Oui
- Si Recours à l'entraide et au salariat
Vous arrive-t-il d'avoir pour la même activité des travailleurs salariés et des personnes venues en entraide ou
est-ce toujours séparé ? II 1=Séparé, 2=Ensemble, 3=les deux sont possibles
Pensez-vous à l'avenir que vous allez poursuivre l'entraide II 0=Non, 1=Oui expliquez

Recours à des salariés extérieurs ou des prestations extérieures

- Prestations extérieures

Pourquo	i faites-vo	us appel à	des presta	taires exté	rieurs:						
Opératio	on:		Rai	son		•••••					
Opératio	on :		Rai	son							
	facile	•				prestations					expliquez
	lles 1	éalisées	au	meille	eur	moment	II	0=N	on,	1=Oui	expliquez
D'où so	Main d	'œuvre j	ournaliè	re ou pa	ayée à la t						
Explo	itations v	oisine (m	nême fok	cotany)	Même co	mmune	Même 1	région	Autres	s région	Total
											100%
Est – il Période	facile d	e trouver	des sala	riés agric	coles ? I	I =Non, 1=	=Oui exp	liquez e	n dema	ındant les _I	
D'où v	ient l'arg	gent pour	payer le	s salarié	s agricoles	s?					· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
		-			_	e nombre de t				J	née I <u> </u>]
Est – c	e que vo	us travail	lez avec	vos sala	riés ?					II Oui/	Non.
Le reco	ours au s	alariat ag	ricole vo	ous perm	net – il d'e	ffectuer vos p	ropres tra	avaux a	gricoles	s à temps ?	?

Vente de travail ou de prestations

Salarié agricole (vente de travail dans agri au sens large) en 2013/14

N° de la	Damaina at and a *	A _ai:a5	Loca-	Exploi-	Nbre de jours en	Modalité de	C-1-:	Avantage	valeurs	Gain en	Observation
personne	Domaine et code *	Activité	lisation**	tation***	2013/14	paiement	Salaire reçu	reçus	avantages	2013/14	Observation
	II										
	II										
	II										
	II										
	II										
	II										
	II										
	II										
	II										
	II										
	II										
	II										
	II										
	II										

^{*}Code Activité 1. Riziculture, 2 autres Culture, 3 élevage, 4 bucheronnage/Charbon de bois, 5. Pêche, 6 Transformation agricole
** Localisation: 1 même Fokontany, 2 même Commune, 3. Même Région, 4 autre région (si autre région mettre la région dans observation

^{***} Exploitation donner un numéro pour chaque exploitation agricole dans laquelle travaille la personne ou les personnes

Salarié NON agricole (vente de travail autres secteurs) en 2013/14

N° de la		Code		Nbre de jours	Modalité de	Salaire	Avantage	valeurs	Gain total en	
personne	Activité	activité*	Localisation**	en 2013/14	paiement	reçu	reçus	avantages	2013/14	Observation

^{*}Code Activité 1. Transport, 2 Commerce, 3.Artisan, 4 Autres

Prestations agricoles en 2013/14

N° de la personne	Code prestation*	Localisation**	Nbre d'unités en 2013/14	Montant prestation reçu	Avantage reçus	valeurs avantages	Gain total en 2013/14	Observation

Activités de Services non agricoles

N° de la personne	Activité	Code activité*	Localisation **	Période de travail	Fréquence	Temps de travail en mois 2013/14	Observation

Activités : toutes les activités artisanales et de service (y compris production briques, transport vélo taxi, etc.)

^{*}Code prestation 1. Labour, 2 hersage, 3 Sarclage, 4 Battage, 6.Transport, , ... 9 autres ...

** Localisation : 1 même Fokontany, 2 même Commune, 3. Même Région, 4 autre région (si autre région mettre la région dans observation

En tant que chef d'exploitation : quand et pourquoi travaillez-vous comme salarié agricole ?
Qui fixe les conditions (salaire, autres avantages, durée du travail) et comment cela se passe-t-il
Pour les autres membres de l'exploitation qui décide qu'ils iront travailler à l'extérieur ?
Comment se fait la décision entre la pratique du salariat ou prestation agricole et du salariat ou prestation non agricole ?
Comment sont gérés les revenus du salariat ou des prestations extérieures réalisés par le CE (principales destinations de revenus)
Qui gère et comment sont gérés les revenus du salariat ou des prestations extérieures réalisés par les autres membres de l'exploitation ? Qui :
Est-ce que cela génère des contraintes / des limites (concurrences) pour la production de l'exploitation ? II Oui/Non . Si oui comment vous organisez vous pour prioriser
Pourquoi
Est-ce que vous voulez continuer le salariat en moyen termes ou avez – vous d'autres alternatives ? Expliquez
LA SECURITE ALIMENTAIRE et GESTION DES RISQUES
Combien de mois dans l'année êtes-vous en période de soudure ? II (manque d'alimentation)
Comment faites-vous pour faire face à la difficulté alimentaire ?
Les revenus des activités extérieures sont-ils indispensables pour la sécurité alimentaire de la

Annexe 5 : La répartition des travaux sollicitant de la main d'œuvre extérieure

Tableau 20: La répartition des travaux payés à la journée et à la tâche

	Payée à la journée	*		Payée à la tâche	*	Ensemble	*		
	Nbre	НЈ	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Entretien terrain	39	291	971 000	7	178000	46	1 149 000	5%	2%
Labour et hersage	8	39	131 500	116	6620000	124	6 751 500	15%	11%
Arrachage et transport plants	9	61	185 000	21	692700	30	877 700	4%	1%
Repiquage	73	1 933	5 880 600	22	6125000	95	12 005 600	11%	20%
Semis et trouaison	54	481	1 270 000	37	3497000	91	4 767 000	11%	8%
sarclage	52	609	1 748 000	92	10525000	144	12 273 000	17%	20%
Entretien	9	34	95 500	2	66 000	11	161 500	1%	0%
Coupe	73	1 079	3 272 200	64	12654000	137	15 926 200	16%	26%
mise en meule	43	457	1 736 000	8	296500	51	2 032 500	6%	3%
battage	18	109	511 000	19	1017000	37	1 528 000	4%	3%
récolte autres culture	21	211	601 500	9	340000	30	941 500	4%	2%
transport récolte	11	77	278 500	30	1480700	41	1 759 200	5%	3%
Vannage	2	4	9 000	0	0	2	9 000	0%	0%
Ensemble	412	5 385	16 689 800	427	43491900	839	60 181 700	100%	100%
	49%		28%	51%	72%		100%		

Annexe 6 : La rémunération des MO Permanentes

Tableau 21: Les types de travaux des MOP et le salaire annuel moyen

Activités	%	Salaire moyen annuel
01Gardiens_betails	38%	615 000
02Conducteurs_Kubota/Charrue	31%	1 002 000
03Tranfo_Agri	6%	1 200 000
04Riziculture	25%	917 500
Total	100%	

Annexe 7: La rémunération MO Saisonnières

Tableau 22: Les types de travaux des MOS et le salaire

Activités	%	Salaire
02Conducteurs_Kubota/Charrue	47%	541 143
04Riziculture	47%	299 714
05Autres	7%	480 000